



SOMMAIRE:

EDITORIAUX:

APFA IV (p.1). Quelle(s) langue(s) pour la Sciences ? (p.3).
SEDIFRALE VII (p.4). Echos du Conseil de l'Europe (p.6).

NOUVELLES DES ASSOCIATIONS:

Bresil (p.8), Chili (p.9), Indonésie, Cuba, Italie (p.10), Liban, Lituanie, Maroc (p.11), Mexique, Paraguay (p.12), Pérou, Quebec (p.13), Rwanda, Suède (p.14).

LE FRANCAIS DANS VOS PAYS:

Chine, Grèce (p.15), Roumanie, Val d'Aoste (p.16).

APFA IV

Du 2 au 7 juillet 1990 se tiendra à LOME au Togo, le IVème congrès de l'Association des Professeurs de Français d'Afrique (APFA).

Organisé par l'Association Togolaise des Professeurs de Français (ATPF), il rassemblera des représentants de plus de vingt pays africains autour de deux thèmes majeurs :

-La formation des enseignants de français en Afrique,

-L'expérimentation de la méthodologie proposée pour faire face à l'enseignement dans les grands groupes.

Depuis sa fondation en 1981 l'APFA, qui s'appelait alors en anglais AFTA (Association of French Teachers of Africa), s'est beaucoup développée. Mais elle a conservé de l'origine de sa création, une particularité : les associations des pays anglophones y sont plus nombreuses que celles des pays francophones. Autrement dit, l'enseignement de FLE y est mieux représenté que l'enseignement de FLS! Rien d'étonnant à ce que notre commission africaine ait conservé jusqu'en 1987, à son 3ème congrès, son sigle anglophone!

Mais les choses évoluent : des associations se sont créées au Zaïre, au Gabon, en Tunisie,... Les associations importantes comme celles du Maroc,

du Congo ou de Madagascar ont montré leurs compétences, et devant l'intérêt que manifestent de plus en plus ouvertement les grandes instances de la francophonie telles que Sommets francophones ou ACCT envers les enseignants africains de français, il devient évident que les associations des pays de la francophonie doivent être les locomotives et non plus les remorques de l'enseignement du français en Afrique.

C'est pourquoi le Bureau International de la FIPF a encouragé une action en faveur d'un certain nombre de pays d'Afrique francophone où, pour diverses raisons, n'existait encore aucune association d'enseignants de français.

Le Secrétaire Général de la FIPF s'est ainsi rendu successivement au Tchad, en République Centrafricaine, au Bénin, au Togo, et enfin au Niger, entre le 26 février et le 15 mars 1990.

Dans chacun de ces pays, à l'exception bien sûr du Togo où l'association existe depuis vingt ans, les enseignants de français, mobilisés par les correspondants habituels de la Fédération, se sont rassemblés pour jeter les bases de futures associations.

Leur situation pourtant, pourrait donner à penser qu'ils ont sans doute

d'autres soucis que de se lancer dans l'action associative : des classes plus que surchargées (plus de 180 élèves dans certaines écoles primaires du Tchad, une classe de terminale littéraire de 125 élèves en Centrafrique...), des conditions matérielles déplorables (trous d'obus dans le toit, pas de livres et pas davantage de cahiers bien souvent...), des salaires souvent dérisoires et généralement versés à chaque tempête de neige!...

Oui, décidément, nos collègues africains ont bien du mérite à ne pas baisser les bras! Et ils ne les baissent pas : un bureau provisoire dûment constitué à Ndjamena a passé des heures à «plancher» sur des questions de statuts en compagnie de Jean SOUILLAT ; à Niamey, ils étaient plus de soixante dans l'amphithéâtre de l'Ecole Nationale d'Administration à le bombarder de questions sur le mouvement associatif francophone, sur la langue française, son enseignement, son avenir ; à la fin de la réunion, un bureau provisoire de 16 personnes s'était porté volontaire pour tenir dès le lendemain, une autre réunion de travail sur les statuts de la future association; à Cotonou, ils exultaient de joie à l'annonce de la nomination de leur Premier Ministre tout neuf qui allait enfin leur permettre de ressortir de leurs cartons, les

premiers statuts d'une association béninoise ébauchés il y a déjà plusieurs années, mais jamais autorisés à voir le jour jusqu'ici.

Oui, ils ont bien du mérite à se retrousser ainsi les manches à nouveau, bien décidés à engager une collaboration nouvelle et fructueuse avec les conseillers pédagogiques des missions françaises de coopération, aussi bien qu'avec les inspecteurs de leurs Ministères de tutelle.

Il est vrai qu'ils ont tous parfaitement conscience de l'urgence de la situation : déjà, dans le meilleur des cas, le Togo par exemple, seuls 60 à 75% des enfants de 7 à 11 ans sont scolarisés; au Tchad, en Centrafrique, le taux n'excède guère 30% pour cette même classe d'âge! Le niveau des bacheliers que produit l'enseignement secondaire est, aux dires des enseignants eux-mêmes, tout simplement inavouable dans la plupart des cas, même si la sélection à l'entrée en 1er cycle, puis au Brevet est redoutable.

Jusqu'ici, on arrivait à recruter pour la haute administration et la gestion générale du pays, une élite suffisamment formée, mais il semble qu'une pénurie s'annonce pour bientôt, causée surtout par une baisse générale du niveau des connaissances en français que dispense l'enseignement dans la plu-

part de ces Etats. Qu'il s'agisse des représentants des ministères de l'Education rencontrés, des conseillers pédagogiques des missions françaises de coopération ou bien des enseignants eux-mêmes, tous en effet se désolent de voir qu'en face d'une montée importante du nombre d'enfants scolarisés en français, la qualité de cette scolarisation est en baisse dans la plupart des cas.

Une mobilisation générale est devenue indispensable si l'on veut éviter que l'avenir de certains pays ne soit définitivement compromis.

C'est bien ainsi que l'entendent nos collègues qui auront à coeur à Lomé, d'élaborer à l'intention de leurs Ministres respectifs, des schémas de formation des enseignants de français, pendant que dans d'autres groupes de travail les professeurs passeront au crible de l'efficacité, les suggestions méthodologiques qui devraient leur permettre d'aborder avec davantage d'efficacité, les classes de «Grands Groupes».

A tous ceux qui sont prêts à relever le défi, rendez-vous à Lomé!

Peut-être aurons-nous l'agréable surprise d'y accueillir quatre nouvelles associations africaines au cours de la IVème Assemblée Générale de l'APFA

SPECIALISTES de FLE DEMANDEURS D'EMPLOI :

400 diplômés de Maîtrise de FLE sortent des Universités françaises. Ils ont acquis au cours de leurs études -tant théoriques que pratiques- des savoirs et des savoir-faire les prédisposant aussi bien à des tâches d'enseignement que d'animation culturelle. En tant que natifs-spécialistes, leurs compétences seraient précieuses à l'étranger, pour pourvoir des postes d'assistant ou de lecteur, sous contrat local en particulier.

Pour contacter ces diplômés, adressez-vous aux responsables des filières de Didactiques de français langue étrangère des Universités françaises.

ECHANGES ENSEIGNANTS

.Nous allons tout à fait exceptionnellement, faire de la publicité : L'association «Echanges-Enseignants» mérite en effet d'être connue des lecteurs de la FIPF.

Cette association à but non lucratif, régie par la loi de 1901 a pour vocation d'établir les contacts entre enseignants et d'organiser les échanges des collègues dans le monde entier.

Le réseau couvre d'ores et déjà la planète mais les pays francophones y sont les mieux représentés. Il est donc souhaitable que l'éventail des possibilités puisse s'ouvrir.

Si donc vous souhaitez échanger votre villa ou votre appartement pendant les vacances, contactez :

«Echanges-Enseignants»

6, avenue des Lilas - 64000 PAU .France

Tél.: 59 84 22 83 / Fax: 59.02.74.75

Les enseignants qui se recommanderont de la FIPF pourront demander une réduction de tarif sur les prestations fournies par l'association.

QUELLE(S) LANGUE(S) POUR LA SCIENCE ?

Les parenthèses ne figuraient pas dans le titre de ce grand colloque organisé à la Cité des Sciences de la Villette à Paris les 9 et 10 janvier sous l'égide du ministère français de la francophonie. Si elles figurent dans la présentation de notre article, c'est que les deux «S» du pluriel auraient pu être enlevés dès la fin de la première journée de la rencontre.

En effet, il n'a pas fallu beaucoup de temps au millier de participants présents pour se rendre compte que l'anglais était la langue «obligatoire», «incontournable», «péremptoire», «fatale» de l'expression scientifique moderne.

Certes, il y eut de bonnes âmes parmi les savants et chercheurs présents pour édifier de subtils distinguos entre les niveaux de la publication scientifique :

- niveau de vulgarisation,
 - niveau intermédiaire de synthèse pour l'enseignement,
 - niveau supérieur limité aux quelques spécialistes de la discipline,
- et prétendre que le dernier niveau pouvait fort bien s'exprimer en anglais, sans que cela nuise à l'expression en langue maternelle pour les deux autres niveaux.

Mais à qui fera-t-on croire que, dans le même temps où les chercheurs français et francophones sont obligés pour leur carrière, de publier en anglo-américain, (en sachant qu'ils sont évalués - jugés ? - par des chercheurs américains !), ils ont le temps, ou le goût de s'atteler à la rédaction d'ouvrages de synthèse et de diffusion universitaire en français pour leurs étudiants.

Ce genre de travail n'est guère glorieux, donc guère utile pour une carrière, beaucoup moins en tous cas que la publication d'un ou deux articles dans une revue américaine de prestige (même si celle-ci ne tire qu'à 800 ou 1000 exemplaires).

Et d'ailleurs nous assistons de plus en plus fréquemment dans les universités comme dans les grandes écoles au recours au document en anglais comme base de travail.

Quand dans le même temps, certains directeurs de grandes écoles se plaignent de la piètre qualité de l'expres-

sion écrite en français de leurs élèves ingénieurs, on est tenté de leur dire de faire leur enseignement en anglais et d'inscrire quand même au programme un cours -obligatoire certes- de français langue étrangère de spécialité pour résoudre leurs problèmes.

Quand, sur ce même sujet de la piètre qualité du français écrit de nos élèves et étudiants, l'Inspection Générale du Ministère de l'Education Nationale répond que certes, le problème existe mais que de gros efforts sont faits pour le résoudre, on est tenté de dire «pour que le français soit bien enseigné, et bien accepté comme matière d'enseignement, rendez-le utile !». Si l'utile c'est l'anglais, n'importe quel psychologue vous démontrera sans peine que la nature humaine étant ainsi faite, la grande majorité des élèves répugne à l'effort dans une matière dont l'utilité n'est pas démontrée.

Or, que voyons-nous ?

- Nos scientifiques publient en anglais, s'expriment en sabir anglo-américains au cours de leurs nombreux colloques.

- des organisateurs français de colloques scientifiques en France, envoient leurs invitations en anglais uniquement, et refusent, sur le sol français, toute intervention écrite ou orale en français.

- Certains de nos producteurs de films réalisent leurs films en anglais pour les besoins de l'exportation, avec accessoirement un doublage en français.

- Nos écrans de télévision sont envahis de séries américaines de plus ou moins bonne qualité (mais fort bon marché à exploiter) dont il n'est pas exclu qu'elles s'expriment un jour, à cause d'impératifs budgétaires, en anglais avec sous-titrage.

Le jour n'est pas loin où nos littérateurs, pour avoir accès à un plus grand public sans avoir à payer un traducteur, publieront directement en américain,... et je frissonne rétrospectivement à l'idée de ce que Titus aurait pu dire à Bérénice autour d'un hamburger et d'une bouteille de coca-cola.

Où est l'utilité de la langue française dans tout cela ? C'est celle qu'elle avait au Québec au siècle dernier au temps le

plus fort de l'anglais dominateur : celle de la communication entre petites gens. Le français retrouvera paradoxalement le statut social qu'avait le russe à la cour des Tsars !

Il s'agit là d'une vision volontairement pessimiste des choses, mais est-elle totalement irréaliste ?

Et pourtant la conscience des dangers du monolinguisme dans quelque domaine que ce soit, était bien présente dans l'esprit de beaucoup de participants.

Stélio Farandjis, Secrétaire général du Haut Conseil de la Francophonie, rappelait que déjà Condorcet refusait l'idée d'une langue unique pour la science car «ce serait couper la science de ses racines populaires».

Pierre Martel, Président du Conseil de la Langue Française du Québec, soulignait que la langue n'est pas un moyen neutre de communication, même dans les domaines de la science la plus précise.

Mohamed Bouguerra de l'Université de Tunis insistait sur le fait qu'une science qui se développe hors de la langue de son pays, mène ce pays au sous-développement.

Alors, même si Pierre Joliot, professeur du collège de France affirme, comme pour panser une blessure, que si l'anglo-américain devient un outil de communication, il risque de ne plus être considéré comme une langue de culture, on peut penser que ce risque est parfaitement compensé par les résultats économiques à l'échelle mondiale, qu'aura dégagés cet impérialisme linguistique.

Et puis, comment ne pas mentionner ce point soulevé à plusieurs reprises par les participants, et souligné par Bernard Cassen dans son rapport de synthèse : les quarante pays qui ont délibérément fait le choix du français comme langue d'accès à la culture littéraire aussi bien que scientifique et technique, n'ont-ils pas été victimes d'un marché de dupes ?

Alors que faire ? La situation est-elle désespérée ? Cela vaut-il la peine de continuer la lutte pour la langue française ou les professeurs de français

doivent-ils considérer l'inscription au chômage comme le débouché obligatoire de leur carrière ?

Il y a, semble-t-il, quelques pistes d'action :

- Tout d'abord, faire en sorte -et le ministre Decaux s'y est engagé- que les «référéés» (puisque c'est le terme employé pour «évaluateurs») qui font et défont les carrières des scientifiques du monde entier, ne soient plus exclusivement les comités de lecture de quelques grandes revues américaines. Il conviendra de mettre en place d'autres revues, soit en français, soit bi- ou tri-lingues avec des Comités de lectures largement internationaux.

La volonté politique est là ! Le soutien financier suivra-t-il ?

- S'appuyer sur l'Europe : elle représente une nouvelle dimension de la géo-politique mondiale. Il y a en Europe un réservoir de savants et chercheurs suffisant pour pouvoir justifier une nouvelle politique de l'édition scientifique, surtout si celle-ci prend en compte la dimension panafricaine de la francophonie.

- A l'intérieur de cette Europe, mettre en valeur le poids des langues néo-latines dont un participant a dit qu'elles étaient les expressions d'une même langue virtuelle : le latin moderne.

Dans la mesure où de nombreux savants admettent que bien souvent la compréhension de la langue de communication plutôt que la maîtrise de son expression, devrait suffire à la poursuite de la recherche scientifique, il semble qu'avec une formation rapide et fort peu coûteuse, on pourrait amener les scientifiques d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de France, de Roumanie, et bien sûr de toute l'Amérique latine, à pouvoir s'exprimer dans leurs langues maternelles respectives tout en étant largement compris par les autres participants de langue romane, au cours de congrès scientifiques européens ou mondiaux.

Il y a sans doute là une piste à creuser, et la FIPF se propose pour sa part d'organiser avant la fin de la présente année, un colloque sur la recherche d'une méthodologie commune à l'enseignement de l'intercompréhension entre les langues latines.

Ajoutons pour terminer, la petite note d'une réaction que certains ne manqueront pas de qualifier de chauvinisme.

Le ministre Decaux s'est engagé à demander à toutes les instances municipales et régionales françaises à supprimer leur soutien à l'organisation de tout colloque ou congrès scientifique qui, organisé sur le sol français, refuserait de considérer la langue française comme une langue d'intervention écrite ou orale dans les débats.

Note pratique :

-Un résumé, puis les actes de ce colloque, seront publiés dans les 6 mois. Les lecteurs de «La Lettre» intéressés par ce problème en seront bien sûr informés.

- Toute réaction, tout commentaire sur cet article, seront les bienvenus.

Lectures complémentaires recommandées :

- Le Monde Diplomatique de janvier 1990.

- Journal «La Croix-L'évènement» des 7 et 8 janvier 1990.

- «Diagonales N° 13 (supplément au Français dans le monde n° 230)

SEDIFRALE VII

Malgré sa longueur, nous avons choisi de présenter dans son intégralité l'excellent rapport qu'IRMA BLOJOUT, représentante du Bureau de la FIPF, nous a adressé sur la tenue des VIIe SEDIFRALE en juillet 1989..

Trop de thèmes importants y ont été abordés pour qu'il puisse souffrir la moindre coupure.

UNE RENCONTRE LATINO-AMERICAINE : LES SEDIFRALE VII

Sous la devise «L'esprit de 1789 et l'Amérique latine», se sont tenues à Belo Horizonte (Brésil), du 30 juin au 7 juillet dernier, les SEDIFRALE VII. Les premières SEDIFRALE (Sesiones de docentes e investigadores de frances lengua extranjera) sont nées à l'initiative d'un groupe de professeurs mexicains de français, en 1978, pour discuter des problèmes qui occupent et préoccupent les professeurs de français de toute l'Amérique latine. Les suivantes (Costa Rica 1979, Colombie 1981, Vénézuéla 1983, Equateur 1985) enfin les nôtres, les SEDIFRALE VI à Buenos Aires, Argentine) ont montré l'intérêt grandissant que des subventionneurs francophones, notamment français, portaient à ces rencontres, manifesté non seulement par leur aide matérielle, mais aussi par le nombre et la qualité des délégués officiels qu'ils y détachaient et par le prestige des personnes-ressource qu'ils mettaient à la disposition des organisateurs locaux. Ce fait a entraîné un autre phénomène : le nombre grandissant de participants latino-américains, qui égale ou dépasse souvent le nombre de ceux qui assistent

à des Congrès internationaux de professeurs de français.

Dans la séance inaugurale de ces septièmes SEDIFRALE, j'ai été invitée à faire partie des officiels en tant que présidente de la COPALC et représentante officielle du Bureau de la FIPF. A cette occasion, le professeur brésilien Francisco Iglesias a mis en rapport la Révolution française avec l'«Inconfidência Mineira», mouvement du Minas Gerais contre le gouvernement portugais. Même avorté en 1792 avec la pendaison de Tiradentes, ce premier mouvement, repris par la suite, fit du Brésil une nation libre trente ans après (phénomène répété d'ailleurs dans la plupart des colonies espagnoles en Amérique à l'époque). Il en a conclu que l'élan émancipateur américain fait partie d'un processus général d'émancipation de l'homme, en quête d'égalité et de justice et à la recherche d'un nouvel ordre social, politique et économique, dont l'axe est la Révolution française. De là «la signification transcendante de cette année du Bicentenaire, commémoré dans le monde entier comme l'un des moments décisifs de la trajectoire de l'Histoire Universelle».

Le lendemain commencèrent les activités académiques : le matin, des conférences-débats au Palais des Arts, l'après-midi, les ateliers à l'Institut de l'Education. Nous avons été saisis par les idées pertinentes émises dans ces conférences du matin. Dans la première, LANGUES et POLITIQUE, Roger Gaillard, «le Recteur Gaillard», de l'Université d'Haïti (1), a signalé que la tradition orale est fort ancienne et très vivante à Haïti et que, chose

curieuse, quand ces histoires passent dans la langue écrite, surtout celles qui se rapportent à la guerre de l'indépendance, elles ne conservent aucune trace écrite des soldats haïtiens, de leurs actions, des martyrs de l'indépendance, car elles ont été écrites par les vainqueurs. Lylian Pestre d'Almeida, de l'Université de Saint-Paul (Brésil), y ajouta une vision comparatiste des textes fondateurs de l'indépendance américaine du Brésil et d'Haïti, textes qui ont contribué à la formation de la conscience nationale contre l'«hagiographie» française, qui veut que l'abolition de l'esclavage vienne des principes de la Révolution française. Elle a rappelé que Napoléon a été pour le Brésil un héros national, même si c'est lui qui, en 1802, a rétabli l'esclavage, et que ce n'est pas par hasard que le Brésil a été le dernier pays à l'abolir, en 1888, tandis qu'Haïti l'avait déjà fait en 1848. (2) Elle a proposé enfin de multiplier les analyses contrastives des autres mouvements indépendantistes en Amérique latine, de leur vision d'eux-mêmes, dans le but de mieux saisir le jeu de l'intertextualité latino-américaine.

Le samedi 1er juillet, une grande Table ronde sur les «DROITS DE L'HOMME» fut animée par Madame Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Liberté, et des personnalités brésiliennes de la culture, y compris des représentants indiens. Il y a été énoncé des principes si rententissants que je me borne à les transcrire ici tels qu'ils ont été dits. Du professeur Mata Machado : «*Si on n'ajoutait pas chaque jour une pierre à la Bastille, on n'aurait pas chaque fois besoin de la démolir*». Du président de la Section brésilienne d'Amnesty International : «*Amnesty combat la torture et la peine de mort. Dans les six pays où existe la peine de mort, les Etats-Unis l'URSS, l'Afrique du Sud, la Chine, Iran et le Nigéria, elle n'a pas diminué la criminalité*». Du président de l'Union des Nations indiennes du Brésil : «*Le droit direct des peuples existe avant la création de l'Etat*». «*Ainsi qu'on défend sa maison, les Indiens défendent leur terres*». «*Survivre c'est mourir un peu*». De la députée fédérale à Rio de Janeiro (noire) : «*Pour les droits de la femme et l'égalité des races : les travailleurs noirs sont actifs, mais l'état noir est*

absent de la prise de décisions, de là, la haine contre les blancs». «*L'abolition de l'esclavage laisse le noir livré à ses propres forces, et les femmes sont doublement discriminées : par leur salaire et par la maternité, car elles doivent se soumettre à des examens d'urine pour prouver qu'elles ne sont pas enceintes*». De madame Mitterrand : «*Chacun ne change pas le monde, mais on peut créer une grande chaîne de solidarité*». «*Il faut connaître ses droits pour les défendre*». Sa devise : «*L'homme libre est celui qui aide l'autre à l'être*». «*Le monde est inégal : une cinquième partie de la population s'enrichit aux dépens de l'autre*». «*Les révolutions populaires naissent de la misère*». «*Il faut réagir contre l'indifférence qui tue...*» «*Dans ce monde de plus en plus petit, il y a toujours des libertés à conquérir*». «*L'avenir, on ne l'attend pas, on le fait*».

Ce sont autant de maximes qui enrichissent ceux qui les pratiquent et qui contribuent à la formation de la personne, dans un monde de plus en plus disposé à l'ouverture et la pluralité

La conférence-débat du dimanche 2 juillet, LANGUE et LITTÉRATURE, animée par Italo Caroni (Brésil) et Maurice Morisset (Québec), a suscité un débat fort vif à partir des assertions du dernier. «*La France s'est construit l'Amérique latine comme résultante de sa propre culture, pour l'opposer au bloc anglo-saxon... Il y a une minorisation de la France, ajouta-t-il, qui se veut pourtant le centre culturel de la francophonie*». «*Il faudrait métisser la France, mais nous savons que c'est le pays qui résiste le plus au métissage*». La réaction de Jacques Cellard, écrivain et journaliste, fut vigoureuse. Se fondant sur les origines de la langue, il soutint que le français a été plus métissé par les influences du latin, du germanisme, et plus tard par les langues et cultures hispaniques et orientales, et que de ce fait la France est un carrefour, un creuset de civilisations, et que, par conséquent elle a développé une grande capacité d'assimilation qui lui ouvre les portes du monde. Il a ajouté que francophones, hispanophones et lusophones sont comparables, car l'Espagne est minoritaire par rapport aux hispanophones, de même que le Portugal et la Grande Bretagne vis-à-vis du Brésil et des Etats-Unis, mais que

numériquement et économiquement les Français sont majoritaires dans la francophonie.

Encore un autre bon sujet de réflexion !

Lundi 3, le thème LANGUE, SCIENCES ET TECHNIQUES donna lieu à des interventions très solides d'Evanildo Mirra de Paula e Silva (Brésil), Bernard Cassen (France) et Jean-Claude Gémar (Québec), qui signalèrent l'importance des apports des industries de la langue à la formation des professeurs et des traducteurs.

La conférence-débat du mercredi 5, LANGUE et CULTURE, réunit Lylian Pestre d'Almeida (Brésil) et Francis Bebey (Cameroun). Lylian trouva que le Brésil est une Amérique à la française, plus que le Canada, car depuis la venue de cartographes français jusqu'à l'oeuvre de Le Corbusier, la France s'est toujours penchée avec sympathie sur le Brésil, et que pour le Brésil le français a été la langue de l'ouverture au monde, du désir d'être autre et de sortir de sa médiocrité. La situation décrite par F. Bebey au Cameroun est bien différente, avec ses 200 langues distinctes et ses groupes ethniques divers, où la langue importée, le français, contient une vision du monde qui ne reflète pas la culture d'origine. Les «deux» langues devraient être, pour lui, langues d'enseignement, complémentaires, additionnées. Mais la langue étrangère est plus forte. Il a égayé la dernière partie de son exposé par des explications sur un instrument de musique typique - *sanza*, *caliba*, *marimba* - qu'il a joué pour accompagner son chant, un chant qui nous a touchés et séduits par son charme.

Les activités développées l'après-midi dans les ateliers à l'Institut de l'Education n'ont pas été aussi réussies que celles du matin, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, nombreux ont été les intervenants qui, à la dernière minute, ont manqué au rendez-vous sans prévenir, si bien que les organisateurs se sont vus forcés de fondre plusieurs ateliers en un seul. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans l'atelier dont j'étais modérateur, qui a fini par concentrer en plus... le reste de deux tables rondes !, avec la présentation de communications très disparates qui ont nui à la cohérence thématique. Ensuite, le niveau des communications

n'a pas été uniforme, ce qui pose le problème des critères de sélection appliqués. Enfin, quand seules deux activités - importantes toutes les deux - ont été prévues, animées par des «gros légumes», les salles ont été insuffisantes pour accueillir le millier de participants qui se bousculaient pour y entrer, plus de la moitié de frustrés restant dehors, moi-même y incluse.

Il faudra donc prévoir dans l'avenir ces difficultés, d'autant plus que Monsieur Bernard Aubert, nouveau responsable de la Sous-direction de la Politique linguistique du Ministère français des Affaires étrangères, qui a rencontré à tour de rôle chacune des délégations latino-américaines présentes, a été très clair dans ses propos : les subventions se verront réduites dans l'avenir et ne seront accordées qu'aux projets de coopération bilatérale bien établis. Par conséquent, ce sont les BAL respectifs qui auront le dernier mot et non pas les actions multilatérales comme dans le passé.

Les prochaines SEDIFRALE à SANTIAGO du CHILI, en 1991, seront donc moins massives et plus sélectives. fait dont le Comité organisateur devra tenir compte.

Enfin, dans la séance de clôture de ces SEDIFRALE VII, après lecture du rapport de chacun des quatre thèmes, des remerciements ont été faits pour la présence de la FIPF et de la COPALC; on a proposé que les lois de l'Education nationale prévoient l'enseignement obligatoire de plus d'une langue étrangère ; et Monsieur Jacques Cellard, dans sa conférence LATINITE et FRANCOPHONIE, mit en relief que l'ensemble latinophone (francophone, hispanophone et lusophone) comprend 650 millions d'âmes, et que les projections de l'UNESCO lui font atteindre le milliard en l'an 2000 : «Nous devons prendre conscience de cette situation, qui permet de rééquilibrer les forces du monde occidental»... cependant «l'hégémonie de l'anglais est un article de foi pour beaucoup de monde»... «Que faire ? Une stratégie de reconquête de l'image c'est de réduire au minimum une confrontation à l'intérieur de la francophonie, d'éviter les guerres intestines». Un bon conseil, en effet, qui me rappelle les vers de notre «Martin Fierro» : «los hermanos sean unidos, porque si no, se los comen

los de afuera».

Jean-Claude Gémard, représentant l'AUPELF, constata enfin que les SEDIFRALE sont devenues un événement important dans la francophonie, et il s'est montré frappé par leur évolution, leur esprit d'ouverture, par leur appel, non seulement à des linguistes mais aussi à des spécialistes de beaucoup de domaines. Mais le succès, a-t-il ajouté, est parfois difficile à accepter; il faut maintenant «gérer le succès».

Voilà notre enjeu pour l'avenir.

Irma Biojout de Azar

Présidente de la SAPFESU

Membre du Bureau de la FIPF.

(1) Sa conférence «Histoire orale et luttes de libération nationale» reprend les idées développées dans son livre «La Révolution française et Haïti» (filiation, rupture, nouvelles bases).

(2) En Argentine, la Révolution de mai 1810 convoqua une Assemblée générale qui, déjà en 1813, déclara l'abolition de l'esclavage, la liberté «des ventres», et la destruction des instruments de torture.

ECHOS du CONSEIL de L'EUROPE

Anne-Mieke Van Daal HARTONG, déléguée de la CEO auprès de la commission des ONG au Conseil de l'Europe, nous envoie un rapport sur la dernière session, dont nous reproduisons certains extraits :

Conférence plénière des Organisations Non Gouvernementales et deux thèmes traités :

«La dimension européenne dans l'éducation» et «Travail et Société»

Depuis 1983 (Recommandation (83)4) le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe essaie de sensibiliser les écoles secondaires à l'Europe dans un but de « compréhension, de coopération et de paix internationales ». Les buts, les approches, le contenu, les méthodes, la formation des enseignants, le suivi et l'évaluation ont été décrits.

En 1988 le Comité a adopté une autre résolution sur ce sujet et lancé une série

de mesures pour la période 1988-1992. Il demande entre autres l'intégration de la dimension européenne dans les systèmes éducatifs.

La Commission de la Culture et de l'Education a adressé un projet de recommandation au Comité des Ministres. Le Conseil de l'Europe paraît d'avis qu'il ne faut pas introduire la dimension européenne comme «branche autonome» dans les programmes de l'enseignement secondaire, mais qu'il faudra inciter les gouvernements à insérer dans les programmes de formation des enseignants une matière obligatoire qui sera : connaissances européennes. Les enseignants n'ont pas de connaissances dans ce domaine. Il faudra que les enseignants acquièrent intrinsèquement le «sens européen». Depuis 1983 également des efforts ont été faits pour introduire civisme et éducation. Il est question de «principes d'orientation à l'intention de ceux qui élaborent des programmes éducatifs pour une meilleure sensibilisation à l'Europe dans les écoles secondaires».

La Commission de liaison a pu publier pour la première fois, avec l'aide du Secrétaire Général, un répertoire des Organisations Non Gouvernementales dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe. Ce répertoire a été beaucoup apprécié par les parlementaires.

Pour la Campagne publique européenne sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud un comité consultatif ayant son siège à Lisbonne sera créée. Les gouvernements et les ONG gèreront également un Centre pour l'interdépendance et la solidarité mondiales. Dans l'allocution du Ministre des Affaires Etrangères du Portugal, président en exercice du Comité des Ministres, nous trouvons une définition des objectifs de ce centre (doc. D(90) 6.30.1.90) : «il aura pour principales fonctions d'aider à maintenir et à encourager le processus de communication et de coopération entre gouvernements, parlementaires, organisations non gouvernementales et pouvoirs locaux et régionaux, amorcé durant la Campagne Nord-Sud».

Quant aux questions posées par rapport aux problèmes financiers de prise en charge des frais de mission pour les représentants des ONG, le Président répond qu'il y a peu d'espoir de régler

ces problèmes en raison des restrictions budgétaires générales, malgré la motion adoptée à la Conférence plénière de 1989. Les membres de la C. de L. n'ont pas d'autre support financier pour les trois réunions supplémentaires et leurs séjours prolongés lors des réunions des ONG que celui de leurs associations respectives. Les négociations avec le Secrétaire Général ne portent pas de fruits sur le plan financier.

Une très importante réflexion a porté sur le regroupement possible des ONG selon leurs domaines d'activité, parce que les consultations sont «considérablement entravées et réduites en raison des problèmes causés par le nombre important des ONG». La C. de L. envisage la formation d'un groupe de coordination. Les représentants s'engageraient à prendre part aux travaux du groupe pendant une période déterminée, la continuité étant considérée comme un facteur de grande efficacité». (doc. ONG. cnf. pl. (89)4).

Les buts de ce regroupement seraient de :

- faciliter la concertation des ONG selon les centres d'intérêts ;
- fournir un interlocuteur commun ONG aux commissions de l'Assemblée Parlementaire du Conseil, aux comités intergouvernementaux, aux conférences des ministres spécialisés ainsi qu'à toute instance souhaitant collaborer avec les ONG ;
- permettre de dégager une ligne de pensée et d'action commune pour exercer plus efficacement un partenariat avec les instances politiques (doc. ONG conf. pl. (89)4)

Il reste à savoir si l'influence des ONG s'accroîtra ou pas dans le cas du regroupement.

La ratification de la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des ONG n'a toujours pas le nombre de signatures suffisant des pays membres. Seules la Grande Bretagne et la Grèce sont signataires. Il faut une troisième signature pour l'entrée en vigueur de la convention.

Pendant la session du mercredi un tiers des membres de la C. de L. a été renouvelé (8 personnes). 25 associations se sont portées candidates. Pour le renouvellement de la présidence, il n'y avait qu'une seule candidate :

Madame Jeannine Thomas-Fontaine de la Ligue Internationale de l'Enseignement et de la Culture Populaire.

Il va de soi que les relations Est-Ouest figuraient au programme.

A l'avenir, il y aura deux grands axes: l'axe Nord-Sud et l'axe Est-Ouest. Les événements en Europe ne doivent pas nous faire oublier le grand intérêt qu'ont mutuellement les hémisphères du Nord et du Sud. Les travaux entrepris dans le cadre de la Campagne publique européenne sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud ne doivent pas être interrompus.

Les relations Est-Ouest pourront nous apporter de très riches expériences. Les ONG sont invitées à inclure des personnes de l'Europe de l'Est dans leurs délégations.

Dans le domaine de la reconnaissance des ONG et de la vie associative par les instances politiques en Europe, quelques problèmes se posent :

- l'absence d'un statut européen pour les associations ;
- l'absence d'un statut consultatif ratifié ;
- l'absence de coopération sectorielle entre les ONG et les instances politiques, malgré l'existence de textes de la convention formulée en 1986 et un statut consultatif depuis 1954.

A l'invitation de la C. de L., Madame Devaud, vice-présidente sortante de la commission a fait une présentation du thème Travail et Société. Cette intervention cadrerait bien avec les débats tenus et à tenir à Strasbourg ayant comme thème ; «La Société éclatée : critique de la raison économique».

L'intervention de Madame Devaud était riche en idées sur :

- les transformations et les mutations du monde du travail de ces dernières décennies. Ainsi : de grands groupes de travailleurs indépendants sont devenus des travailleurs salariés.
- le paysage social qui a changé totalement ;
- la physionomie sociale nouvelle : il suffit de penser aux structures familiales qui ont évolué si rapidement ; aux couches d'âge qui remplacent les classes sociales.
- le renouveau du régionalisme.
- la recherche de la solidarité internationale.

Selon l'idée de Madame Devaud nous vivons une révolution comparable aux

grands bouleversements de la Renaissance : bouleversements des esprits et des valeurs et une reconstruction de la notion de travail. C'est une révolution irréversible dont la seule finalité restera l'homme.

Le Conseil de l'Europe vient de publier un pré-rapport sur le symposium qu'il avait organisé à Sintra, au Portugal du 7 au 11 novembre 1989 : «Apprentissage des langues et Citoyenneté européenne».

Parmi les recommandations des groupes de travail nous relevons les suivantes :

- intégrer l'enseignement d'une langue étrangère dans les programmes de l'enseignement primaire en assurant la liaison avec le secondaire.
- élargir l'éventail des langues proposées dans le secondaire et approfondir les connaissances des cultures des autres pays.
- utiliser chaque fois que possible la langue-cible comme moyen d'enseignement.
- Promouvoir la coopération entre les organismes chargés de l'évaluation, des tests et des examens de langues.
- Mettre tout en oeuvre pour que chaque enfant européen puisse au moins une fois au cours de sa scolarité, bénéficier d'un échange scolaire international.
- Promouvoir la formation des enseignants de langues.

*

NOUVELLES DES ASSOCIATIONS

D.F.L.M. :

C'est à Genève, du 28 au 30 septembre dernier, que l'association internationale pour le développement de la recherche en Didactique du Français Langue Maternelle a tenu son quatrième colloque international sous le thème «La diversification dans l'enseignement du français écrit».

Après les colloques de Lyon (1981), de Sèvres (1983), de Namur (1986), ce quatrième colloque a marqué une étape de non retour dans le développement et le raffermissement des relations entre les chercheur-e-s en didactique du français langue maternelle. On sait que les colloques de la DFLM ont maintenant lieu tous les trois ans et qu'ils ont pour principal objectif de faire le point sur un thème majeur de la recherche dans le domaine.

Les actes du colloque de Genève, comme ceux de Sèvres et de Namur, feront l'objet d'une publication à large diffusion. Pour suivre de près les activités et les publications de la DFLM, on peut s'adresser au siège social de l'association : a/s de Monsieur Frank Marchand, 10 rue Molitor, 75016 Paris.

Il convient aussi de souligner le lancement qui a eu lieu au colloque de Genève, d'un ouvrage important pour la recherche en didactique:

Recherches en didactique et acquisition du français langue maternelle.

L'ouvrage est l'oeuvre d'une équipe franco-québécoise dont les principaux auteurs sont Gilles Gagné, Roger Lazure, Liliane Sprenger-Charolles et Françoise Rope. Le tome I présente le cadre conceptuel et le tome II est une bibliographie analytique qui fait la recension des recherches effectuées aux quatre coins de la Francophonie depuis les deux dernières décennies. Publié avec le concours de l'INRP à Paris et du PPMF à Montréal, il est disponible chez De Boeck à Bruxelles et diffusé au Canada, en France, en Suisse et au

Zaire par des maisons de distribution.

Félicitations à nos vaillants collègues chercheurs et bon travail jusqu'au prochain colloque prévu pour Montréal en 1992.

BRESIL

ETAT DE RIO DE JANEIRO

L'association des professeurs de cet Etat, sous la présidence de Delacir Ramos Martins Rocha vient de faire paraître le premier numéro de son bulletin de liaison au titre humoristique : «Craie-action /craie-activité». Un article de réflexion linguistique, un autre d'information socio-culturelle sur la France, un entretien avec le Conseiller culturel de l'Ambassade de France, voilà l'amorce d'une réflexion sur le dialogue et les échanges possibles entre cultures francophones et monde brésilien, réflexion dont les rédacteurs espèrent bien qu'elle sera très vite alimentée par les nombreux membres de l'association qui sont invités à envoyer leurs articles.

Relevons ce petit article amusant intitulé « La créativité est souvent la solution » où l'on explique comment une université américaine a résolu un problème auquel de très nombreuses universités et institutions d'enseignement se trouvent confrontées: Comment empêcher les étudiants de jeter par terre leurs papiers et autres détritus?

La solution était simple, il suffisait d'y penser ! On a transformé les poubelles et corbeilles à papier en paniers de basket-ball, et non seulement les papiers gras ont-ils disparu mais les étudiants n'ont pas manqué de devenir notablement plus adroits au

lancer de ballon !!

Nous suivrons avec attention le développement de «Craie-action » et la participation grandissante des enseignants à sa rédaction.

Pendant la période scolaire 1998-1989, l'A.P.F.R.E.J à également réussi à mettre sur pied une bibliothèque pédagogique et culturelle où ses membres peuvent emprunter des méthodes d'enseignement du français, des revues pédagogiques, des magazines et autres oeuvres à consulter sur place.

L'APFERJ réalise également, en coopération avec le Service Culturel français et le Secrétariat municipal à l'éducation, une exposition itinérante intitulée :« La Révolution française et le Brésil».

Comme toutes les associations du pays, l'APFERJ a participé à la diffusion de deux concours:

-«France: un rêve, une réalité»,

-«La Révolution Française hier et aujourd'hui ».

Les lauréats de l'Etat de Rio ont reçu leurs prix en Septembre dernier.

Enfin, la IIIème semaine du cinéma québécois à Rio, organisée avec la collaboration de l'association, a remporté un très vif succès.

Un pareil ensemble de bonnes volontés dans la réalisation de tant d'activités en faveur de l'enseignement du français méritait d'être souligné.

ETAT DE CEARA

L'association du Ceara a organisé en 1989, un ensemble important d'activités commémoratives du Bicentenaire de la Révolution française.

Après une série de projections de films en mai, dont le célèbre «Danton», fut organisé début juin, un séminaire sur la Révolution française auquel assistèrent deux cent cinquante personnes.

Un concours fut également organisé à l'intention des étudiants de 1er et 2ème cycle : concours de monographies et concours d'affiches, récompensés par des prix offerts par l'université de Ceara et le Consulat Général de France à Récife.

Une exposition d'affiches sur la Révolution a été organisée au musée de Récife.

Enfin, pour la clôture de ces manifestations de commémoration, fut organisée une grande fête «Un jour la révolution artistique» : plus de 2000 personnes assistèrent à une présentation de chants et danses françaises, sous un immense tableau sur la thème de la liberté, peint pour l'occasion, et terminèrent par un pantagruélique repas de cuisine française dans des kiosques décorés aux couleurs de la France.

Non seulement la communauté universitaire, mais l'ensemble de la population de Fortaleza ont été sensibilisés, par l'ampleur de ces manifestations, à l'importance des idées révolutionnaires françaises dans la vie et la culture brésiliennes.

Toutes nos félicitations à l'exemplaire association des enseignants du Ceara.

ETAT de GOIAS

L'association des professeurs de français de l'Etat de Goias a réuni ses membres le 12 décembre dernier à la Faculté d'Education pour discuter sur la IIe rencontre des professeurs de français instrumental et sur la simplification de l'orthographe française.

Elle attire l'attention de ses membres sur les émissions culturelles en français de la radio universitaire de Goiania sur la révolution française, émissions qui ont lieu tous les samedi après-midi.

Elle rappelle ses interventions auprès des autorités gouvernementales en faveur de l'enseignement des langues étrangères, et signale enfin l'ouverture aux professeurs de français d'une bibliothèque de ressources en documents français mis à leur disposition par le Secrétariat d'Etat à l'Education.

Le Xe congrès national des professeurs de français se tiendra du 14 au 19 avril à Florianapolis et la première

rencontre de francophonie au Nordeste se tiendra à Recife du 28 juin au 1er juillet 1990.

ETAT de MINAS GERAIS

RAPPORT D'ACTIVITES 1989 de l'ASSOCIATION des PROFESSEURS de FRANCAIS du MINAS GERAIS

- Organisation et réalisation de «SEDIFRALE 7», séminaire pour l'enseignement et la diffusion du français langue étrangère : l'Esprit de 1789 et l'Amérique latine», du 30 juin au 7 juillet, au Palais des Arts et à l'Institut d'Education de Minas Gerais, avec un total de 1.100 participants venant de 29 pays.

(NDRL : Inutile de souligner la masse de travail à laquelle ont dû faire face bénévolement tous les membres de l'association de Minas pour mettre en place une telle organisation!).

- Organisation et réalisation du Stage de Formation en Méthodologie de Français Instrumental en collaboration avec le BAL-MG, les 2 et 3 décembre 1989 à Belo Horizonte, avec un total de 16 heures de cours et 30 participants.

- Organisation, réalisation et diffusion de 3 cours de français instrumental avec l'appui du BAL-MG : 2 à l'Université fédérale d'Ouro Preto et 1 au siège de l'APFMG.

- Confection et vente de 2.000 dossiers d'information sur la langue française.

- Acquisition d'un local propre à l'Association, situé rue da Bahia, 573, n° 1007, dans le centre de Belo Horizonte.

- Accords au bénéfice des associés passés avec les librairies, cours de langues, professionnels divers.

- Divulgarion, inscriptions et participation au choix des candidats aux bourses de stage en France (janvier/février 1990)

- Participation aux événements suivants :

2ème rencontre nationale de français instrumental en octobre 1989, à Natal (Rio Grande do Norte) ; rencontre des professeurs de langues étrangères en octobre 1989, à Foz do Iguacu (Paraná).

- Participation à la discussion sur la rédaction de la nouvelle loi sur les orientations et principes de base de l'Education Nationale, à travers une motion envoyée au Congrès National proposant de rendre obligatoire l'enseignement d'une seconde langue étrangère dans les établissements de 1er et 2ème degrés.

- Envoi de 6 bulletins à tous les associés et autres intéressés.

- Réalisation de 2 assemblées dont l'une a été consacrée à l'élection pour les années 1990-1991 d'une nouvelle direction dont la présidente est Madame Maria-Cristina de A. Estêves, et la vice-présidente, Madame Eunice D. Galery.

CHILI

L'Association des Professeurs de Français du Chili reprend vie !

Après une période de vie associative plus ou moins en sommeil eu égard aux conditions du pays, l'APFC vient de procéder à l'élection d'un nouveau bureau le 10 Novembre dernier.

Sous la présidence du professeur Mario ESCALONA, cette association revivifiée espère convaincre les professeurs chiliens de français de la rejoindre en nombre.

Elle s'est donné comme but à très court terme, l'organisation du 1er Congrès national des professeurs de français du Chili, suivie par la mise en place des structures d'accueil nécessaires à l'organisation de la VIIIème SEDIFRALE en Janvier 1991 à Santiago. Par ailleurs, elle se consacrera dans le plus long terme, à la revalorisation de l'enseignement du français à tous les niveaux de l'enseignement chilien.

L'association bénéficie du concours actif du Bureau d'Action Linguistique de Santiago, et en particulier de la revue «*Courrier Sud*» qui publie son 4ème numéro, et dont il faut souligner la qualité : tant par sa présentation que par son contenu, cette revue constitue un excellent instrument de liaison entre les enseignants de français, en même temps qu'un très méritoire appui à la formation continue.

INDONESIE

L'Association des Professeurs de Français en Indonésie informe ses collègues du monde entier de son nouveau « programme familial d'accueil des francophones en Indonésie ».

Les objectifs de ce programme sont les suivants :

-Faciliter aux visiteurs français ou francophones, les contacts et le séjour en Indonésie,

-Leur permettre de mieux connaître le pays et ses habitants,

-Permettre aux professeurs indonésiens de français de maintenir un contact direct avec les francophones et leur civilisation, pour améliorer leurs compétences linguistiques en français.

Les professeurs de français et les touristes francophones qui souhaiteront bénéficier de ce type d'accueil de la part des collègues indonésiens, devront être recommandés soit par une ambassade de France, soit par une association de professeurs de français, soit par la FIPF.

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire et faire leurs réservations avant leur séjour en Indonésie à l'adresse suivante:

«Accueil familial A.P.F.I. FBPS Bahasa Perancis

IKIP Jakarta Rawamangun-JAKARTA 13220 - INDONESIA «

Les visiteurs seront accueillis à l'aéroport et les membres de l'association s'occuperont de leur hébergement puis leur serviront de guides et accompagnateurs au cours de leurs visites. Ils pourront loger chez les professeurs indonésiens de français, ou chez des intellectuels ayant séjourné en France.

Ils pourront disposer d'une chambre avec salle de bain.

Le prix, petit déjeuner inclus, reste très modique puisque, selon les régions, il sera compris entre US\$ 5 et US\$15/ jour. A titre de comparaison, une chambre d'hôtel coûte entre US\$50 et 125.

Cette initiative est une grande première pour une association de professeurs de français, et nous suivrons avec intérêt ses premiers résultats.

Outre cette initiative, à l'occasion de son 3ème congrès, l'APFI organisera à Jakarta du 2 au 5 Juillet 90, un colloque sur le thème «Le français en Asie-Pacifique» et tout particulièrement l'enseignement du français sur objectifs spécifiques, dans les domaines par exemple du tourisme.

Enfin, l'APFI publie le 2ème numéro de sa revue «CADENCE»; Le premier numéro avait été publié vers la fin de l'année 1988 et le comité de rédaction a éprouvé quelques difficultés à boucler le deuxième dans les temps ; néanmoins, il faut saluer cette parution car la revue est à l'association ce que la clé est à la voiture : sans elle, il n'y a pas de contact !

«CADENCE» maintient donc par ses articles de fond sur la littérature, le bilinguisme, la chanson française, le contact avec ses membres, en même temps qu'elle permet l'ouverture sur le monde international par ses comptes rendus du VIIème Congrès mondial de la FIPF ainsi que de la IVème rencontre mondiale des départements d'études françaises de l'AUFELF à New-Delhi en Décembre 88.

Par la qualité et la diversité de son action, l'Association des Professeurs de Français en Indonésie se révèle donc comme étant, malgré sa fondation toute récente, un des meilleurs soutiens de la langue française dans ce pays.

Toutes nos félicitations à cette dynamique association, à sa présidente et à tous les membres de son Comité.

CUBA

L'enseignement de la langue française dans les écoles de langues pour adultes de CUBA..

Un réseau d'écoles de langues pour adultes a été mis en place dès 1960. Après être passé par différentes étapes méthodologiques, (méthodes audio-orales, puis méthodes A.V. structurales globales, puis la France en direct, etc...) un effort de diversification des méthodes a été déployé, de façon à répondre plus précisément aux besoins différents des apprenants.

Les deux premiers semestres repré-

sentent un tronc commun de 320 heures à raison de 8 h. par semaine sur 2 semestres et qui répond à des besoins essentiellement fonctionnels.

Les deux trimestres suivants proposent un choix :

- Cours d'expression orale : au même rythme que le précédent, il est orienté essentiellement vers l'acquisition d'aptitudes à la communication orale avec des francophones.

- Cours de pratique intégrale de la langue où l'écrit reçoit le même traitement que l'oral pour arriver en 320 heures de nouveau, à une connaissance équilibrée.

- Cours de lecture : d'une intensité plus réduite puisqu'il n'est que de 4 heures/semaine pour un total de 160 heures en 2 semestres, il prépare essentiellement les étudiants à obtenir l'information dont ils ont besoin pour leurs travaux et leurs recherches, à travers la lecture de documents dans tous les domaines.

Alors que l'enseignement du français avait connu depuis une dizaine d'années, un recul sensible, la réorganisation de ces cours a permis un redressement des effectifs avec des étudiants plus motivés et donc plus compétents.

D'après l'intervention faite à la VIIIe SEDIFRALE par Felino MARTINEZ, Secrétaire général du GELFRACUBA.

ITALIE

SOCIETE ITALIENNE DES FRANCISANTS

Comme chaque année, le bulletin de la SIDEF publie un compte rendu de son assemblée générale et des diverses activités organisées par ses nombreuses sections locales à travers toute l'Italie.

Réunions, conférences, voyages, témoignent d'une activité constante au sein de l'association, en vue d'une promotion continue de la langue, de la littérature et en général de la pensée française.

De la Ligurie aux Pouilles en

passant par la Campanie, la Lombardie ou la Sardaigne et la Sicile, un des thèmes centraux de ces activités intellectuelles franco-italiennes a bien sûr été «La Révolution française», mais la francophonie dans son ensemble n'est pas absente des préoccupations des membres de la SIDEF et nombre de conférences ont porté sur ce sujet au cours de l'an passé. Citons par exemple et au hasard:

«La littérature africaine d'expression française aujourd'hui»,

«L'Afrique entre modernité et tradition»,

«L'Union française, de l'Empire colonial à la constitution de 1946»,

Longue vie donc à la SIDEF qui a célébré le congrès de ses vingt ans à Palerme, en Avril dernier, sur le thème:

«Révolution française et culture sicilienne»

LIBAN

Nous recevons avec plaisir, au milieu de la terrible tourmente que connaît ce pays, des nouvelles de l'association libanaise.

-Le noyau fondateur de l'association libanaise des enseignants de français est constitué de :

Madame Marcelle Jabbour
Responsable de l'Unité de langue et de littérature française au Ministère de l'Education nationale

Monsieur Georges Roupheïl
(Université libanaise)

Monsieur Samir Hoyek
(Ecoles catholiques)

ainsi que des personnes habitant les régions-est de Beyrouth et pouvant rester en contact.

Réalisations de ce groupe :

Rédaction définitive des statuts de l'association libanaise des enseignants de français.

Entreprise des démarches auprès des autorités libanaises dans le but d'obtenir une reconnaissance officielle de l'association.

Nomination, après maints contacts avec les différents groupements éducatifs, des membres du Bureau Central de l'association.

Préparation de la campagne de recrutement : affiches publicitaires, dépliants, demandes d'adhésion.

-Conjoncture actuelle :

La reconnaissance officielle de l'association qui attend une dernière signature a cheminé très lentement dans les bureaux souvent fermés de l'Etat.

Elle porte le n° 134 du 28/1/89.

Le Bureau Central souffre de sa large représentativité nationale et confessionnelle. En effet, vu l'état du pays et des voies de passage entre les différentes régions, ce Bureau, jusqu'à ce jour, n'a pu tenir sa première réunion.

Il a été décidé de lancer, sans plus attendre, une campagne de recrutement et un millier de demandes d'adhésion sont attendues.

Tous nos encouragements à l'ALEF, à sa présidente et à tous les membres du Bureau Central.

LITUANIE

Le 12 décembre une nouvelle association est née : l'association lituanienne des professeurs de français qui regroupe des enseignants de la langue française. Le nombre total des enseignants de français est de 351.

L'enseignement de la langue française a de longues et belles traditions dans ce pays. Dans les lycées de la République lituanienne, avant 1940, la langue française occupait une position dominante par rapport à toutes les autres langues étrangères. De nos jours, cet apprentissage est beaucoup plus limité. Une des tâches de la nouvelle association lituanienne sera donc de contribuer à la diffusion et à la propagation de la langue et de la civilisation française ainsi que la mise en commun des expériences et recherches pédagogiques.

L'année prochaine, il faudrait encourager la création de l'association estonienne, mais cette association restera de taille modeste, car le nombre de professeurs de français est assez limité; le français n'est, en effet, pas très répandu en Estonie.

Il conviendrait sans doute que, sans plus attendre, les responsables des

associations des pays limitrophes, Finlande et Suède par exemple, prennent contact avec les associations baltes afin de faciliter l'ouverture de ces collèges sur les problèmes internationaux de l'enseignement du français.

Il serait également bon que les associations des pays francophones puissent envisager par exemple, des échanges scolaires avec certaines classes de français des pays baltes.

MAROC

Il convient de saluer ici la nouvelle Revue de l'Association Marocaine des Enseignants de Français, AMEF, intitulée «Recherches pédagogiques» et dont le numéro 1 est daté de Décembre 1989.

La présentation tout d'abord est symbolique du renouveau de l'association : Couverture glacée, papier de qualité,... Même si la mise en page demeure très simple, l'ensemble donne une impression de qualité qui devrait convaincre nombre de lecteurs.

Le contenu enfin, laisse bien augurer du niveau auquel la revue entend se placer. Pour le lecteur non marocain, il convient de resituer cette lecture dans le contexte d'un article paru dans le numéro 9 d'«Univers francophone» la revue de l'ACCT, article intitulé:

« Maroc : mort et résurrection du français» par Nadia AOUAD

Nous trouvons au sommaire, les articles suivants:

ABDELJALIL LAHJOMRI

«Enseignement de la langue française au Maroc et dialogues des cultures.»

MAX DANY,

Attaché de coopération éducative à l'Ambassade de France à Rabat, et ancien directeur du CAVILAM de Vichy

«L'apprentissage du français, outil de conceptualisation et de communication dans le domaine scientifique.»

JEAN-CLAUDE GAGNON,
Président de la FIPF

«Lire en situation didactique».

EL MOSTAFA CHADLI,
membre du bureau de l'AMEF

«Sémiotique et enseignement du français».

JEAN-PIERRE BELAND,
rédacteur en chef de la revue de la FIPF
«Dialogues et Cultures»

«Tendances actuelles en didactique du français».

OMAR AMZAL

«Profil d'une démarche de l'enseignement du français au primaire».

CONRAD BUREAU

«Proposition d'une grille d'analyse des erreurs en français»

EL HOUSSAIN EL MOUJAHID

«Contribution à la réflexion sur l'enseignement du FLE pour des débutants».

MOHAMMED MANIAR

«Propos sur la pédagogie des grands groupes»

AHMED BIGI

«L'interlangue: Essai de définition».

HALIMA EL GLAOUI

«Biculturalisme, bilinguisme et éducation».

La place nous manque bien évidemment pour donner un compte rendu plus détaillé de cette intéressante revue, mais nous en recommandons la lecture car chacun dans ce sommaire extrêmement varié pourra trouver le sujet de son intérêt.

Et bien entendu, conformément aux habitudes prises, ce numéro 1 n'est pas sorti dans la discrétion médiatique la plus absolue; il a été au contraire abondamment annoncé dans la presse locale. Ceci est d'ailleurs un exemple à suivre, à l'époque médiatique où nous vivons, et nous ne saurions trop conseiller aux associations, chaque fois qu'elles en ont les moyens, de faire annoncer par la presse, les manifestations les plus importantes qu'elles organisent.

MEXIQUE

On connaît le dynamisme de l'association mexicaine AMIFRAM qui a l'habitude de tenir ses congrès nationaux tous les deux ans dans diverses villes du pays, pour bien montrer son intention de rayonner au-delà de l'immense capitale qu'est Mexico. Pour son cinquième congrès national, elle avait choisi la très belle ville de Zacatecas dont le site et les services favorisent aussi bien la réflexion que l'interaction.

L'interaction, c'était justement le thème principal du congrès qui a réuni près de deux cents participants et de nombreux invités. Le thème a été abordé sous deux angles complémentaires: Interaction et Didactique, interaction et Institution, dans les deux tables rondes d'ouverture et de clôture où les invités se sont joints aux collègues mexicain-e-s. On peut signaler la participation de Jean-Claude Gagnon et de Jean-Pierre Beland, qui a aussi fait une conférence sur «L'interaction dans les programmes de français» (Cf. Projet de la FIPF), à la première table ronde en compagnie de Robert Galisson et de Bruno Della Chiesa. Mais il conviendra de mentionner surtout la contribution des professeurs mexicains qui ont animé de nombreux ateliers de ressourcement.

La présidente de la COPALC, Ligia Salas (Costa Rica), était du nombre des invités. En compagnie de Huri Saavedra et du président de la FIPF, elle a animé un atelier de la COPALC qui a fait le point sur les projets de la Commission, tout en présentant les rapports des collègues mexicain-e-s qui ont pu participer aux SEDIFRALE de Belo Horizonte.

La présidente de l'AMIFRAM, Laura Lopez Morales, a mérité les félicitations de ses collègues pour l'immense travail d'organisation que ce congrès lui a donné l'occasion de fournir. Il faut d'ailleurs signaler que le congrès a été suivi d'un important Colloque sur les littératures francophones qui s'est tenu dans les principales universités de Mexico la semaine suivante et auquel ont participé de nombreux invités de plusieurs pays francophones. Re-fé-

licitations à l'infatigable Laura !

On attend impatiemment les comptes rendus du congrès qui paraîtront dans la prochaine livraison de Chemins actuels, de même que les Actes du colloque dont la publication est annoncée pour bientôt.

PARAGUAY

Nous recevons de la Présidente de l'association paraguayenne des professeurs de français, un compte rendu des activités de cette association pour l'année scolaire 1988/1989 :

Nous avons fêté au mois de mai le vingtième anniversaire de la fondation de notre association. Une session d'honneur s'est tenue en témoignage de la reconnaissance aux membres fondateurs et anciens présidents de l'association.

Un groupe de dix professeurs a représenté le Paraguay au 7ème SEDI-FRALE à Belo Horizonte du 29 juin au 7 juillet. Les collègues ont participé de manière active, présentant des communications et ateliers. Ce groupe qui a voyagé à Belo Horizonte grâce à l'appui du BAL, est revenu à Asuncion plein d'enthousiasme après avoir été en contact avec les dernières techniques en classe de langue, et le nouveau matériel pédagogique à disposition des professeurs. Les échanges culturels avec les collègues latino-américains et d'autres venus des pays francophones ont été très enrichissants.

L'équipe pédagogique qui travaille depuis 1986 dans l'adaptation de la méthode multimédia «Entrée libre», a déjà réalisé 60 émissions du programme «Accès libre au français» et vient de terminer la 3ème série de 24 unités. Cette dernière série entièrement préparée (script et exploitation) par la cellule audiovisuelle passe sur les écrans d'une chaîne de TV nationale depuis le mois de juillet.

Dans le cadre des manifestations du Bicentenaire de la Révolution Française, l'association a participé à beaucoup d'activités organisées par le Service Culturel et le BAL. Notre collègue Madame Judith Abente a été invitée par le Gouvernement français pour les

fêtes du 14 juillet à Paris.

Notre association a participé avec l'Alliance Française à l'organisation d'un cycle de cinéma sur la Révolution, le 22 et 23 septembre.

Un stage de formation de professeurs de français s'est déroulé en deux journées de travail les 2 et 3 septembre, avec un nombre assez considérable de professeurs d'Asuncion et de la province. Le stage a été entièrement animé par les professeurs qui ont participé aux Sedifrale VII.

Une mission pédagogique venue de France a animé des sessions de travail pendant une semaine en novembre.

Toujours dans le cadre de formation des professeurs, deux membres de notre association partent en France pour un stage de deux mois avec une bourse de l'Etat français, Madame Edy de Egea et Mademoiselle Laura Closs, professeurs de l'Institut Supérieur de langues et des lycées paraguayens.

Le bulletin de liaison des professeurs et futurs professeurs publié tous les six mois par l'Association en collaboration avec le BAL a paru avant la fin de l'année.

PEROU

La Asociación Peruana de Profesores de Lengua Francesa, APPLEF, rappelle dans son dernier bulletin que cette association fondée en 1983, est ouverte à tous les enseignants de français du Pérou, qu'ils soient en langue maternelle ou étrangère, et quel que soit le niveau d'enseignement.

L'APPLEF compte plus de 160 adhérents à Lima et plus de 50 dans les provinces d'Arequipa, Ayacucho, Chiclayo, Cuzco, Iquitos, Piura et Trujillo.

Ses membres sont répartis entre 5 secteurs principaux: Ecoles publiques, écoles privées, Centres de langues, Université et Alliances Françaises.

Parmi les activités réalisées par l'APPLEF dans le courant des mois passés, nous pouvons mentionner l'organisation d'un séminaire de «Pédagogie de la faute» avec 4 modules thématiques répartis sur 4 jours, le 5ème jour étant consacré à l'évaluation.

L'intérêt principal de ce séminaire réside dans la prise de conscience des

besoins de formation dans ce domaine, ainsi que de la multiplicité des pistes à explorer pour expliquer l'erreur et la traiter.

Par ailleurs, en collaboration avec le BAL de l'Ambassade de France, l'APPLEF diffuse depuis Juin dernier une cassette contenant un magazine sonore dont le contenu culturel a éveillé un très vif intérêt parmi les enseignants, puisque l'association vient d'en diffuser le 6ème numéro.

Parmi ses nombreux projets pour 1990, l'APPLEF entend soutenir particulièrement un important projet sur le français fonctionnel.

Enfin, nous soulignons avec plaisir la part importante qu'a prise l'APPLEF dans l'organisation du premier Congrès National de Professeurs de Français du Pérou qui s'est déroulé à l'Institut Pédagogique National de Monterrico à Lima du 1er au 5 Décembre 1989. «Le français au Pérou», «l'interculturel», «la didactique du FLE» ont constitué les thèmes principaux, et ce premier congrès a bien sûr été l'occasion de nombreuses manifestations culturelles.

QUEBEC

ASSOCIATION QUEBECOISE des PROFESSEURS de FRANCAIS :AQPF

Dans une lettre aux membres de l'association, le président Michel Thérien fait le point sur l'ensemble des actions entreprises récemment par l'A.Q.P.F. :

1) Le congrès annuel : ce fut un succès (cf. le rapport ci-dessous de Jean-Claude Gagnon sur ce sujet) avec plus de 1000 participants réunis autour du thème «Je développe ma compétence».

Ce congrès a été l'occasion pour l'A.Q.P.F. de faire connaître à l'ensemble des médias québécois, sa position sur les problèmes de «L'évaluation».

2)Reconnaissant l'importance du rôle de Jean-Claude Gagnon au sein de

l'A.Q.P.F. d'abord puis de la FIPF, l'association l'a nommé représentant de l'AQPF au sein de la Fédération, et se réjouit vivement de la nomination de notre Président comme chevalier dans l'ordre national du mérite français.

3) Le document définitif sur la révision des programmes de français est sur le bureau du Ministre et l'AQPF invite tous ses membres à la plus grande vigilance vis-à-vis de ce texte dont la teneur exacte n'est pas encore connue.

CONGRES ANNUEL de l'AQPF :

Du 9 au 11 novembre dernier, à Ville de Laval (près de Montréal), s'est tenu le congrès annuel de l'AQPF sous le thème «Je développe mes compétences culturelles, linguistiques, pédagogiques». Les trois volets de cet important congrès qui accueillait, comme c'est la tradition depuis plusieurs années, plus de 1.200 participant-e-s, ont été développés dans une série de conférences plénières et d'ateliers où les débats et les échanges ont été aussi vivants que variés.

Il convient de signaler que les congrès annuels de l'AQPF sont toujours confiés à l'une de ses sections qui les préparent plus d'une année à l'avance. C'est ainsi que le congrès de 1990 est déjà annoncé: il se tiendra à Sherbrooke du 7 au 10 novembre 1990 et suivra un colloque du Ministère de l'Education qui constituera un pré-congrès.

En conférence de presse, le président Michel Thérien (dont le mandat a été renouvelé pour trois ans) a rendu publiques les différentes positions de l'AQPF sur les questions les plus largement débattues, par exemple sur l'évaluation de l'écrit et sur l'importance de la lecture.

Devant l'assemblée générale, le président de la FIPF a pu faire état, en particulier, d'un échange de livres entre l'AMIFRAM et l'AQPF ; cet échange faisait partie d'un projet de coopération né d'une visite de la présidente de l'AMIFRAM au Québec en 1989 et à terme avec la collaboration du MAIQ de la délégation du Québec à Mexico.

ASSOCIATION QUEBECOISE des ENSEIGNANTS de FRANCAIS LANGUE SECONDE : AQEFLS

A l'occasion de son congrès 1990 qui se tient les 22, 23 et 24 mars, l'AQEFLS convoque son Assemblée Générale :

L'assemblée générale annuelle des membres de l'association québécoise des enseignants de français langue seconde (AQEFLS) se tiendra aux lieu, date et heure suivants :

Date: Le vendredi 23 mars 1990

Lieu: Hôtel Bonaventure, 1, place Bonaventure, Montréal

Heure: 17h.15

Plus de 60 interventions sont prévues dans la journée du vendredi et du samedi, portant sur tous les niveaux d'enseignement.

RWANDA

Notre correspondant à Kigali nous informe qu'après avoir effectué les démarches officielles nécessaires auprès de son ministère de tutelle, il vient d'obtenir l'acceptation de la création de l'association rwandaise des professeurs de français.

Il conviendra maintenant que l'association se mette à l'oeuvre pour réunir un maximum d'adhérents, élaborer un programme d'action pédagogique, etc...

Nous espérons que cette association sera, dans les mois à venir, suffisamment solidement établie, pour que le Bureau international de la FIPF puisse en juin prochain, prononcer son affiliation.

SUEDE

Grâce à l'aide du Bureau d'Action Linguistique, les enseignants de français de Suède préparent du 21 au 28 Septembre 1990, une semaine de la francophonie.

Les différents pays francophones représentés en Suède y participeront: Belgique, Canada/Québec, France, Maroc, Sénégal, Suisse, Tunisie, Egypte, Cap Vert, Guinée Bissau, etc... Seront organisées une semaine de cinéma francophone, une série de tables rondes, une exposition de livres en français,...

Mais c'est surtout de la part des jeunes étudiants que l'on attend une participation massive sous forme d'enquêtes auprès de personnalités ou d'institutions francophones installées dans leur ville, sur les produits culturels francophones disponibles, ... Ces enquêtes donneront lieu à la rédaction d'articles qui seront soumis à un jury .

Les meilleurs de ces articles seront bien sûr récompensés par des prix.

Un concert et une fête termineront cette première semaine de la francophonie en Suède.

A une époque où la Suède suit avec beaucoup d'attention, pour ne pas dire avec une certaine inquiétude, la formation du grand Marché commun de 1993, il paraît important de donner aux jeunes collégiens et lycéens de ce pays, une ouverture sur la dimension francophone, de leur permettre une prise de conscience de l'étendue de l'aire d'utilisation du français, phénomène que leur connaissance du monde anglo-américain risquerait d'occulter.

Bon courage donc à tous nos collègues, pour la grande mobilisation à venir, et tous nos voeux de réussite à cette grande manifestation qui espère accueillir entre autres personnalités, Monsieur Christian VALANTIN, Président du Comité International du Sui-vi, le Secrétaire Général de l'ACCT, et peut-être le Ministre Alain DECAUX pour la cérémonie de clôture.

Signalons également dans le numéro de Décembre 89 du bulletin de l'Association, le compte rendu du voyage d'échange effectué par 20 lycéens suédois de Lund avec les lycées de la ville jumelée française de Nevers, et profitons-en pour rappeler que l'un des trois principaux auteurs du «Guide des Echanges Educatifs» de la C.E.O, JOHN EVERTSSON est Suédois....

Il doit bien avoir là, un effet de contagion!...

ALLIANCE FRANCAISE

L'Alliance Française de Paris a organisé comme chaque année à pareille époque un colloque réunissant un certain nombre de directeurs d'Alliance et de Délégués généraux de tous les pays et en particulier de ceux de l'hémisphère sud, généralement en vacances scolaires à cette époque de l'année.

Le colloque avait cette année pour thème, un sujet important pour la réflexion et l'action future de certaines Alliances:
«L'Alliance Française, relais à l'étranger des Régions Françaises»

Il est évident que l'Alliance souhaiterait prendre la suite avec les modalités d'action qui lui sont propres, des opérations «Français 2001» lancées il y a trois ans par le Ministère français des Affaires Etrangères et laissées plus ou moins à elles-mêmes ces derniers temps.

Ces opérations avaient pour certaines, été un succès tout à fait remarquable, et les professeurs de français n'avaient pas été étrangers à cette réussite. Il aurait été dommage d'abandonner cette idée étant donné le potentiel qu'offrent les régions françaises dans le domaine des échanges tant culturels qu'économiques.

Nous serons attentifs à l'évolution de cette réflexion et à son éventuelle matérialisation et nous serons heureux d'accepter les réflexions que cette action pourrait susciter parmi les collègues, acteurs passés ou présents de «Français 2001».

LE FRANCAIS DANS VOS PAYS

CHINE

C'est dans la revue de l'AUPELF/UREF, «UNIVERSITES» de Novembre 1989, que nous trouvons un article fort consistant de notre collègue le professeur GU MEI SHENG de l'Université de Shanghai, intitulé « Où en est l'enseignement du français en Chine? »

Pour répondre à cette question, le professeur SHENG établit d'abord la distinction entre « français-spécialité » et « français-instrument », le premier étant étudié pour lui-même, alors que le deuxième n'est étudié qu'en position seconde, soit après une autre langue, soit comme instrument d'acquisition d'un autre savoir, scientifique ou technique par exemple.

Vingt-sept établissements d'enseignement supérieur parmi lesquels six instituts de langues et sept universités enseignent le français-spécialité, alors que 154 enseignent le français-instrument. Malgré la différence entre le nombre de ces établissements, c'est dans le français-spécialité que les enseignants sont les plus nombreux et de loin, puisqu'ils sont 700 pour 1600 étudiants, alors qu'en français-instrument, ils ne sont que 500 mais pour 10000 apprenants.

Nous avons lu avec un intérêt tout particulier, la partie de cet article consacrée à l'enseignement de la langue française aux étudiants en médecine de l'Université de Shanghai. Une expérience a en effet débuté en 1980 pour permettre à 4 classes de 15 à 30 élèves d'acquérir des connaissances suffisantes en français afin de poursuivre une spécialisation médicale en France au terme de leurs études chinoises. Ce programme semble avoir été couronné de succès puisque sur 26 diplômés actuellement, 16 sont en France en train d'effectuer des stages de spécialisation.

On peut accessoirement se poser la question de savoir pourquoi, alors que tant de pays comme la Chine, le Cambodge, le Vietnam et bien d'autres font

d'énormes efforts pour préparer leurs étudiants en médecine à parfaire EN FRANCAIS leurs connaissances, les médecins et spécialistes français de la recherche médicale se font un devoir de ne plus publier et communiquer qu'en anglais!

La Chine sera-t-elle un jour le dernier endroit où les scientifiques sauront encore parler français ?

GRECE:

C'est dans le numéro de Décembre 1989 du Français dans le Monde que nous trouvons un article de G. Malbosc sur la réforme de l'enseignement des langues vivantes dans l'enseignement primaire en Grèce.

La Grèce, parfaitement consciente des nécessités de l'intercommunication dans l'Europe de 1993, et respectueuse par ailleurs des décisions communautaires dans ce domaine, vient de mettre en place un système d'enseignement de l'anglais et du français dans le primaire.

Cet enseignement de la langue française à l'école primaire concernera environ 25000 enfants dès cette année. Ils commenceront non pas au cours préparatoire, mais en 4ème année à raison de 3 périodes de 45' par semaine.

Ce type d'enseignement avait bien sûr été expérimenté en Grèce comme dans d'autres pays, à plusieurs reprises dans le passé, mais bien souvent un certain sentiment d'échec était venu clore l'expérience car la continuité n'était généralement pas assurée avec l'enseignement linguistique dans le secondaire. Pour éviter cet inconvénient, le Ministère grec de l'éducation a donné aux professeurs grecs, la formation nécessaire et a su adapter les programmes en conséquence.

Bien sûr, malgré ces efforts, les problèmes ne manqueront pas et *les Dieux de l'Olympe tous réunis ne seront pas de trop pour assurer le succès*

de ce programme! Il faut néanmoins rester confiants et espérer que la formation continuée qui devra être apportée aux enseignants permettra de faire progresser valablement ce nouvel enseignement. Il ne restera plus ensuite qu'à introduire l'enseignement d'une nouvelle langue vivante à l'entrée au collège !

A L'EST,..

BEAUCOUP de NOUVEAU !

Les associations de professeurs de français ont suivi avec attention, émotion et joie les événements survenus dans les pays d'Europe centrale et de l'est l'année du bicentenaire de la révolution française.

Dès mars 1989, le bureau de la Fédération Internationale des professeurs de français (FIPF) avait, à l'occasion des violations répétées des Droits de l'Homme subies par notre courageuse collègue Doïna Cornéa en Roumanie, annoncé aux 107 associations membres que cette situation était une de ses préoccupations majeures, en invitant tous les professeurs de français qui le voudraient à donner leur signature et leur soutien aux lettres envoyées aux gouvernements responsables par les organisations de défense des droits de l'Homme (Amnesty International, Action des Chrétiens contre la torture, Ligue des Droits de l'Homme).

Nous souhaitons de tout coeur que 1990 donne définitivement au monde la paix et la liberté.

André WEISS

Association des professeurs de lettres
Membre du Bureau de la FIPF.

*

ROUMANIE

Une grande nouvelle : la naissance de l'Association des Professeurs de Français de Bucarest !

Fondée le 9 janvier, à peine 15 jours après la mort du despote roumain, l'APFB a très rapidement regroupé plus de 120 professeurs de l'enseignement secondaire de Bucarest, pour répondre aux besoins de changement exprimés par le nouveau Ministère de l'Éducation Nationale de Roumanie.

Elle a évidemment vocation pour s'étendre aux autres villes du pays et aux autres niveaux d'enseignement du français. Nous espérons donc très vite avoir une Association Roumaine de tous les enseignants de français.

Quoi qu'il en soit, la fondation de cette association montre à quel point, au milieu de tous les bouleversements qui ont secoué récemment leur pays, les Roumains ont tenu à ce que la qualité de la francophonie pratiquée dans leur pays, soit préservée dès maintenant et pour bien des années à venir.

Soyons persuadés que cette nouvelle association tiendra une place remarquable dans les futurs colloques et congrès de la FIPF.

En attendant, nous recevons de toutes parts, des collègues roumains, des appels pressants pour l'envoi de matériel pédagogique, de documentation pour les cours de français, appels que nous ne sommes pas en mesure de satisfaire, hélas.

Le Bureau International de la FIPF réfléchira en juin prochain sur l'éventualité d'une aide directe aux collègues roumains en matière de matériel scolaire, mais en attendant, si certains lecteurs souhaitent faire don de matériel didactique pour l'enseignement du français langue étrangère, ils peuvent l'envoyer au Secrétariat Général qui fera suivre.

VAL D'AOSTE

Un document récemment exploité, vient de prouver, sans possibilité de doute, l'emploi courant de la langue française en Vallée d'Aoste au XIV^e siècle. Il s'agit en effet du sceau d'«Henri Sire de Quart» apposé au bas d'un document daté de 1374.

Ce document témoigne de l'importance que le Sire de Quart accordait à la langue vulgaire par rapport au latin officiel, importance qui ne fut officialisée que bien plus tard, en 1561, sous le Duc Emmanuel-Philibert de Savoie qui prescrivit d'«user en toutes affaires, tant de justice que autres, la langue vulgaire, chaque province la sienne», pour avoir constaté qu'«avait toujours et de tout temps, été la langue française en notre pays d'Aoste plus commune et générale que point d'autre, ayant le peuple et sujets dudit Pays averti et accoustumé de parler la dite langue plus aisément que nulle autre».

Voilà donc des racines historiques très profondément et très solidement établies et ceci devrait confirmer aux rénovateurs de l'enseignement du français en Val d'Aoste, qu'ils ont eu bien raison de vouloir redonner à la langue française la place qu'elle méritait dans cet enseignement.

«La source de cette information se trouve dans l'hebdomadaire suisse «Le Jura Libre» du 25 janvier 1990)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

Jean A.SOUILLAT

Collaborateur pour ce numéro:

Jean-Claude GAGNON

Secrétaire de Rédaction:

Jeanine RIU

Tirage: 2400 exemplaires par trimestre

N° de la publication: 1/4 -90

Mise en page: logiciel Pagemaker

Tirage au CIEP, 1, avenue Léon JOURNAULT

F- 92311- SEVRES-CEDEX

Édité avec l'appui de la Délégation Générale à la Langue Française (France) et le Commissariat Général de la Communauté française de Belgique.

**BULLETIN DE LIAISON de la
FEDERATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS
DE FRANCAIS**

Secrétariat Général de la FIPF:

1, avenue Léon JOURNAULT F-92311- SEVRES-CEDEX

Tél: 46.26.53.16/45.34.75.27

Télécopie: 46.26.81.69

KALEIDOSCOPE

SUPPLEMENT AU N° 45

DU BULLETIN TRIMESTRIEL DE LIAISON

DE LA FIPF

MARS 1990



FRANCOPHONIE

INSTITUTIONS FRANCOPHONES :

Nous nous permettons de reproduire intégralement ici, la présentation que Monsieur Bernard Cerquiglini a faite récemment des deux nouvelles institutions de la francophonie que sont le Conseil Supérieur de la Langue Française et la Délégation Générale à la Langue Française.

Considérant le soutien très effectif que notre Fédération reçoit de la nouvelle délégation générale, nous avons pensé qu'il était souhaitable que ces deux institutions soient mieux connues de nos membres.

"Héritières du Comité consultatif de la langue française et du Commissariat général de la langue française, deux institutions ont depuis peu la charge de la politique linguistique de la France.

Instance de réflexion et de proposition, le Conseil Supérieur de la langue française, que préside effectivement le Premier Ministre qui l'a installé le 24 octobre 1989, s'est mis aussitôt au travail. Groupes de réflexion et comités d'experts se penchent sur trois thèmes, dont le Conseil fut saisi lors de son installation : multilinguisme européen, aménagement de plusieurs points orthographiques, développement et valorisation du français.

Service du Premier ministre, la Délégation est restée fidèle aux missions du Commissariat, en particulier : intervention et aide (mais selon un projet d'ensemble et en privilégiant les accords contractuels et la qualité scientifique), coordination de la production terminologique (en veillant toutefois à moderniser et valoriser cette production). Forte d'une autorité renforcée, dotée d'une véritable mission interministérielle, la Délégation, depuis l'automne, en lançant ou suscitant des actions concrètes en faveur du français, langue de culture européenne et inter-

nationale (actions qui passent aussi par le soutien apporté en France aux grandes langues européennes), a mis en oeuvre une politique linguistique. Politique non point tant défensive (plus de dix fois centenaire, le français ne fut jamais autant parlé et écrit que de nos jours) qu'offensive, afin de relever les défis concurrentiels de la langue de communication anglo-américaine, afin de moderniser et, pourrait-on dire, d'outiller le français scientifique, technique et commercial, afin de répondre aux attentes innombrables. Parlé par des citoyens belges, français, suisses, italiens d'une Europe qui, soudain s'élargit, renouant d'anciennes traditions à l'Est par delà les murs abattus, le français a les moyens, la force et la chance redonnée par l'histoire d'accroître son rayonnement.

C'est le voeu que je forme pour cette langue qui nous est chère et pour tous ceux qui, en l'illustrant, et en l'aimant, en sont les meilleurs défenseurs. »

Bernard Cerquiglini

(Extrait du bulletin : Les Brèves de la Délégation Générale à la Langue Française)

«Langue et Société», la publication trimestrielle du Commissariat canadien aux langues officielles, publie dans son numéro de l'hiver 89, un rapport sur une enquête récemment effectuée sur l'application qui est faite au niveau fédéral dans le domaine de l'application des dispositions de la loi sur les langues officielles de 1988.

Force est de constater que si dans certains domaines relativement restreints un effort a été fait pour assurer une certaine égalité de l'anglais et du français, dans une majorité de cas, la loi, dont nombre de responsables n'ont qu'une idée souvent imprécise, n'est pas mise en oeuvre comme elle le devrait, et l'offre active de services bilingues n'est pas établie comme une norme mais plutôt comme une exception.

Dans ce même numéro, le lecteur peut se faire une idée sur les disparités existant au Canada, suivant les provinces, dans l'enseignement donné aux enfants francophones. Dans certains cas, comme à Terre-Neuve par exemple, les parents d'élèves francophones sont en conflit ouvert avec les autorités scolaires pour obtenir qu'un enseignement en français soit donné à leurs enfants; dans d'autres cas, la Saskatchewan par exemple, le gouvernement provincial a fait d'incontestables progrès afin d'assurer un enseignement francophone aux enfants qui en relèvent normalement.

Si les réactions devant la langue d'enseignement sont aussi passionnées, c'est bien sûr que cette langue n'est pas neutre, et que même si le programme dispensé est identique, le jeune Canadien ne passe pas indifféremment par un enseignement en anglais ou en français.

Les professeurs de langues étrangères sont parfaitement conscients de ce problème, et il est pour le moins de notre devoir d'en donner conscience à ceux qui ne l'ont pas.

PARLEMENTS ET FRANCOPHONIE

Dans son numéro du deuxième semestre de l'an dernier, le bulletin de l'Association Internationale des Parlementaires de Langue Française, AIPLF, publie les résolutions qui ont été adoptées lors de son Assemblée Générale du 13 juillet 1989. Parmi celles-ci, nous relevons celles qui ont trait à l'enseignement du français:

«L'AIPLF recommande que soit encouragé l'enseignement du français dans les pays non francophones ou ayant perdu leurs liens avec la francophonie.,

recommande que la recherche pédagogique appuyée sur des moyens modernes de communication soit soutenue, notamment par le développement des programmes de télé-enseignement et l'aide à la création de logiciels ouverts et d'autres moyens de communication interactifs»

«Parlements et francophonie» avait dans ce même numéro, ouvert ses pages à la FIPF et le Secrétariat Général a pu profiter de l'espace qui était gracieusement mis à sa disposition, pour informer les parlementaires francophones sur l'état actuel du développement de notre fédération. Une invitation permanente à une tribune de la FIPF a d'ailleurs été faite par le rédacteur en chef de la publication, et d'autres occasions se présenteront, n'en doutons pas, de profiter de cette offre.

LIRE, VOIR ET ENTENDRE LES FRANCOPHONIES

C'est aux nouvelles dimensions de la francophonie que se consacre le numéro 4 d'« **Education et pédagogie** », la nouvelle revue du CIEP de SEVRES.

Nous y trouvons donc divers articles sur l'enseignement du français en Afrique, sur la culture française et l'Afrique francophone, la francophonie à l'aune de la créolité,... mais nous souhaitons attirer tout particulièrement l'attention des lecteurs intéressés sur l'article de Pierrette MOTHE, professeur au CIEP.

Cet article s'intitule : « Des romans et des nouvelles pour la jeunesse », et son contenu paraît tout particulièrement intéressant pour la raison suivante:

Nombreux sont les enseignants étrangers de FLE qui souhaitent initier leurs élèves à la francophonie et à ce que la littérature francophone peut avoir d'enrichissant et de formateur. Malheureusement la plupart sont rebutés par la difficulté des textes, difficulté qui ne provient pas uniquement de l'emploi d'un vocabulaire parfois assez particulier, voire déroutant, mais surtout de la représentation de faits culturels parfois totalement incompréhensibles à de jeunes cerveaux occidentaux..

C'est pourquoi Pierrette MOTHE conseille un certain nombre d'ouvrages et de recueils de nouvelles, africains ou non, permettant une approche à la fois relativement simple et toutefois authentique de la réalité culturelle de ces pays. Citons par exemple:

-« Derrière les visages » d'André CHEDID pour le Liban,

-«Haïti chérie » ou « Victor et les barricades » de Maryse CONDE pour les Caraïbes,

-«Les contes berbères de Kabylie » par Mouloud MAMMERI pour le Maghreb,

-« Les contes d'Amadou Koumba » de Birago DIOP, «Awa, la petite marchande » de Nafissatou Niang DIALLO, « Le prix du pardon » de Mbissane NGOM, ... pour l'Afrique,

-« Nouvelles d'ici et d'ailleurs » d'Antonine MAILLET pour le Canada.

Le fait de ne pas citer de littérature francophone européenne dans ce court article n'est pas mépris de la part de Pierrette MOTHE, mais simplement la reconnaissance de fait que nombre d'écrits de ce type se trouvent sous l'étiquette «Littérature française», même si heureusement, il se trouve de plus en plus fréquemment des anthologies pour rendre aux écrivains belges, suisses et luxembourgeois ce qui leur revient dans ce domaine.

RAPPORT STORTI :

Dans le numéro 230 du **Français dans le Monde**, nous trouvons à la signature de Jean-Jack GRENET le compte rendu du rapport de Martine STORTI à Alain DECAUX sur l'apprentissage des langues et la situation de l'enseignement du français dans les onze Etats partenaires de la France dans la CEE.

Ce rapport réaliste n'est pas autrement alarmiste, et s'il reconnaît la prépondérance de l'anglais dans la communauté européenne comme première langue étrangère, il constate que dans l'ensemble, le français retient la place non négligeable de seconde langue étrangère.

Certes selon les pays, la pression de l'espagnol ou de l'allemand est plus ou moins forte, mais l'idée de francophonie fait son chemin ; le sentiment que le français reste toujours la langue de pénétration commerciale de toute une partie de l'Afrique ne peut laisser indifférents les hommes d'affaires européens.

Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer indûment de l'état de l'enseignement de la langue française en Europe, même s'il convient de revoir certaines stratégies de soutien à cet enseignement pour le rendre plus efficace et plus attrayant.

LES CLAC ONT DEPASSE LA PAIRE !

Les Centres de Lecture et d'Animation Culturelle, CLAC en abrégé, sont maintenant au nombre de 57 répartis dans 4 pays: Bénin, Sénégal, Burkina Faso et Côte d'Ivoire. Le Congo, le Niger et le Rwanda seront les prochains bénéficiaires de l'installation de ces centres.

Depuis leur lancement en 1986 par M. Makhili GASSAMA, alors Directeur Général de la Culture à l'ACCT, les CLAC ont donc connu un succès certain. Ceci devrait d'ailleurs se poursuivre, puisque ce projet a été retenu parmi les actions prioritaires des sommets des chefs d'Etat francophones et bénéficie donc à ce titre de fonds spéciaux de la part de nombreux membres de l'Agence.

Dans le numéro de Décembre 1989 d'**Univers francophone**, la revue de l'ACCT, Lucie Alexandre donne un aperçu de la vie de ces centres et des changements qui se sont opérés dans les villages à leur installation : clubs de lecture, troupes de théâtre et de danse, groupes de musique..., c'est un véritable renouveau d'activités culturelles qui a été rendu possible par l'installation des CLAC.

Il est donc à souhaiter que cette implantation déjà importante puisse se poursuivre dans divers pays, pour servir également de support à un enseignement du français favorisé par cet environnement.

LA FAYETTE. NOUS VOICI

Ce sont les Belges ici qui s'exclament, car ce sont bien eux, en effet qui sont les plus nombreux, à La Fayette, en Louisiane, à enseigner la langue française dans le cadre de l'action du CODOFIL .

Nous apprenons en effet dans le numéro 28 de la revue «**WALLONIE-BRUXELLES**» que ce ne sont pas moins de 90 enseignants belges, instituteurs, institutrices et professeurs de l'enseignement secondaire, qui dispensent actuellement un enseignement de langue française dans les écoles de la région de Bâton-Rouge . Ils n'étaient que 7 en 1974, au début de l'expérience. Il y a en comparaison 65 Français et 21 Québécois, et bien entendu la relève est peu à peu assurée par davantage d'enseignants américains de français, mais ceci est une preuve, si besoin était, de la bonne santé de cette expérience d'enseignement voulue en son temps par James DOMANGEAUX.

FRANGLOPHONIE

Il est certes louable d'exporter les enseignants belges de français vers la lointaine Amérique afin d'enseigner la langue de Molière, mais il faudrait en garder quelques-uns dans le Royaume de Belgique car, si l'on en croit le numéro 24 de « **Français vivant** », la revue de la Maison de la Francité à Bruxelles, il reste encore beaucoup de travail à faire sur place pour défendre le français.

En effet, l'internationalisation de cette grande capitale, son rôle éminent de capitale européenne, commencent à avoir des répercussions sur la qualité de la langue française qui s'y utilise. C'est bien sûr l'anglais qui est l'envahisseur, mais ce sont les milieux d'affaires et des médias qui sont les principaux responsables de ce laisser aller. Les administrateurs ne sont pas non plus à l'abri des critiques et A.RANSQUIN signale un certain nombre d'anglicismes mâtinés de flamand qui commencent à donner une saveur aigre-douce à la langue de Wallonie-Bruxelles. Ainsi, les «postpacs» et les «post-checks» sont-ils en train de remplacer les colis postaux et les chèques postaux, pendant que la compagnie nationale de chemins de fer baptise «STAR» son programme de modernisation en formant un sigle à partir des initiales de « Spoor

Toekomst-Avenir du Rail». La région wallonne qui veut, elle aussi, faire preuve de modernité (?), a baptisé «FIRST» son programme «Formation et Impulsion à la Recherche Scientifique et Technique» en Wallonie .

Tout ceci peut sembler vaines arguties, mais si l'on en croit un article paru dans le journal belge «Le Soir» du 11 Août 89 sur le langage des hommes d'affaires à Bruxelles, on en arrive à une langue à ce point ésotérique qu'elle échappe au lecteur. Notre collègue Roland DELRONCHE, vice-président du Bureau International de la FIPF, en a saisi sa plume pour protester avec véhémence auprès du rédacteur en chef du journal en souhaitant qu'une traduction du jargon proposé soit donnée au lecteur qui a le droit de comprendre le journal qu'il a acheté:

«A quoi doit servir le journal ? Moi je réponds: à informer ! Si ce n'est pas votre conception, j'aimerais la connaître.»

FRANCOPHONIE ET ORTHOGRAPHE

Des pourparlers ont été engagés entre les organisateurs du concours mondial d'orthographe de langue française, créé par Monsieur Bernard Pivot et la responsable de l'information à l'ONU, Madame Thérèse Savigny, pour que ce concours se tienne au siège de l'ONU à New York.

Le siège de l'ONU pourrait ainsi accueillir d'ici à cinq ans trois ressortissants de chacun des 146 pays membres sous la dictée de l'animateur d'« Apostrophes ».

«La popularité de ce concours est si impressionnante, a estimé Monsieur Drouard, éditeur du magazine «Lire», qu'il nous est permis de rêver de le tenir au siège social de l'ONU. Ce serait là un magnifique hommage à rendre à la langue française, laquelle vit présentement un regain d'intérêt partout à travers le monde».

(Extrait des «Brèves de la D.G.L.F.)

*

« FRANCOPHONIE : DES RELATIONS INTERCULTURELLES AUX SYNERGIES ECONOMIQUES »

- Du 9 au 13 juillet 1990

- 1) Introduction à l'espace francophone :
 - présentation de la francophonie : importance de liens traditionnels, de la géo-linguistique, de la culture,
 - liens politique/culture/économie,
 - rôle de l'enseignement, ses enjeux,
 - place du français sur la scène internationale,
 - approche de l'« espace francophone économique».

La plus grande partie du séminaire est consacrée à une étude économique de l'espace francophone.

- 2) Les bases économiques de «l'espace francophone»

- environnements géo-économiques
- + les relations économiques : encore réduites pour l'axe Nord/Nord, déséquilibrées pour l'axe Nord/Sud, à développer pour l'axe Sud/Sud.
- + investissements, coopération, concurrence.
- + enjeux de la francophonie.
- organisation de soutien à la francophonie,
- + organisation bilatérales : coopération d'Etat à Etat et décentralisée, ONG,
- + organisations multilatérales
- + organisations régionales monétaires.

- 3) La construction culturelle et économique de l'«espace francophone»

- diversité au sein de l'espace économique
- + importance de l'intégration différenciée,
- + influence de la culture sur l'organisation et le fonctionnement des administrations et des entreprises,
- + communication interculturelle,
- axes de développement de la francophonie :
- + pays moteurs,
- + instruments novateurs : relations régionales francophones, développement des PME-PMI, partenariat, promotion des entreprises conjointes,
- + coopération par l'éducation/développement,
- + promotion des industries culturelles,
- perspectives de la francophonie,
- + coopération culturelle,
- + avenir de l'espace économique,
- + conclusion

Pour tout renseignement :

CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de PARIS

Direction de l'Enseignement - Relations Internationales

42, rue du Louvre - 75001 PARIS

Téléphone : (1) 45 08 37 34 / Télex 213 509 F

Téléfax : 45 08 37 29

PEDAGOGIE

ECHANGES :

Pour tous ceux qui doutent encore des possibilités de réaliser des échanges scolaires éducatifs, lisez la revue de DICIFRAN de Juin 1989.

Cette revue de plus de 120 pages est trop riche pour que nous en citions le sommaire dans sa totalité, mais après une longue étude portant sur la francophonie, et en particulier sur divers territoires francophones du Canada-Québec, nous nous sommes penchés avec beaucoup d'intérêt sur le récit d'un échange scolaire conté par Susana COURAU de ORELLANO.

Après quatre années suivies de correspondance scolaire, les élèves de l'Ecole Normale Mariano Acosta de Buenos Aires et ceux du lycée Jacques Prévert de Longjumeau (20kms de Paris), ont réussi, grâce à la ténacité de leurs professeurs respectifs, à mettre au point un échange non plus seulement de documents scolaires, mais d'étudiants eux-mêmes !

Que l'on s'imagine les trésors de patience et de persuasion dont les enseignants ont dû faire preuve, tant avec leurs administrations qu'avec les parents d'élèves pour se procurer les autorisations nécessaires, et bien sûr l'indispensable financement, et l'on comprendra la prouesse qui a été réalisée.

Que l'on se représente ce que furent pour ces lycéens des deux bords de l'Atlantique, la découverte de l'autre pays, le séjour dans les familles d'accueil, les plongées dans les salles de classe étrangères, et l'on admettra qu'il n'y avait pas meilleur moyen de faire «vivre la France en français» et « l'Argentine en argentin».

C'est là le miracle de «l'échange» et nous souhaitons que ceci serve d'encouragement aux collègues européens et africains qui depuis quelques mois, essaient de mettre en place un échange entre une cinquantaine de classes des deux continents: Eux aussi auront à surmonter bien des obstacles, à dévoiler des trésors de patience ou d'ingéniosité, mais en fin de compte, si la volonté est présente, le succès sera au rendez-vous !

ECHANGES-VIDEO: LE RESEAU VIDEO-CORRESPONDANCE:

Avec la publication du N° 8 de la *Gazette R.V.C* par le CIEP, c'est un autre encouragement que nous trouvons à l'adresse des enseignants: celui de se munir d'un caméscope et grâce à cet instru-

ment moderne de télévision à l'usage des non-professionnels, de réaliser des documents de classe, ou mieux encore, de faire réaliser ces documents par leurs élèves, afin d'en faire ensuite l'échange avec des classes d'autres régions ou d'autres pays.

Ce dernier numéro inaugure par ailleurs une nouvelle formule, celle des *Carnets thématiques* qui présentent différents aspects du travail d'analyse des dispositifs pédagogiques de la correspondance vidéo, et des dispositifs vidéographiques de la Lettre Vidéo.

Pour tous renseignements: Micheline MAURICE,
Service RVC/CIEP-BELC
9,rue Lhomond - 75005 PARIS.

PEDAGOGIE et TELECOMMUNICATIONS

Congrès national des professeurs de langues : Communication FAX

A l'occasion du Congrès national des professeurs de langues de Nouvelle-Zélande qui aura lieu à Nelson du 8 au 10 mai 1990, le Bureau d'Action Linguistique, en liaison avec l'association des professeurs de français (N.Z.A.F.T.), souhaiterait initier un échange par FAX afin d'entamer une réflexion sur l'utilisation de cette «petite machine qui va révolutionner les années 90».

Cet échange pourrait concerner des formateurs, des professeurs et, éventuellement, des élèves du secondaire.

Cette initiative n'est pas sans intérêt : les coûts modiques des communications par télécopie, quand elles peuvent être programmées aux heures de basse tarification, rendent ce nouveau moyen de communication plus accessible. Certes, rares sont encore les écoles qui en sont munies, mais la situation est susceptible de changer très rapidement dans ce domaine. Il n'est donc pas sans intérêt pour les enseignants, de réfléchir à la motivation qui peut être créée par ce moyen de communication quasi instantanée et peu coûteux.

Les collègues qui le souhaitent peuvent communiquer avec la NZAFT (New Zealand Association of French Teachers, aux bons soins d'Alain Villechallanne, attaché linguistique. FAX : Nouvelle Zélande : 64-4-725887)

PEDAGOGIE et VIDEO INTERACTIVE

Lis Kornum, responsable pour la CEO, d'un projet de familiarisation des enseignants de français en Europe, à l'utilisation des médias interactifs, relate dans un rapport de six pages une de ses expériences pédagogiques dans ce domaine.

Il s'agissait de l'exploitation pédagogique d'un film sur la vie d'Edith Piaf. Les 35 premières minutes de ce film ont été mises sur vidéo-disque et son exploitation pédagogique a été rendue possible par l'utilisation du logiciel d'un ordinateur couplé avec le vidéo-disque.

Cette expérience d'une durée de 2 mois, a passionné les élèves du Lycée Christianshavn à Copenhague, et alors que les effectifs d'apprenants de français sont généralement en baisse dans la plupart des établissements de ce pays, ils sont dans ce lycée en augmentation. La motivation provoquée par une approche méthodologique nouvelle et passionnante, en est incontestablement la cause.

Il ne nous est malheureusement pas possible de reproduire dans notre lettre la totalité de ce rapport, mais si des collègues sont intéressés ils peuvent écrire au Secrétariat général de la FIPF et c'est bien volontiers que nous leur ferons parvenir une copie de ce rapport.

A LIRE

LE TREFLE

L'Association Nationale des Enseignants de Français Langue Etrangère ANEFLE vient de sortir son bulletin N° 11

Une présentation renouée, encore plus claire et plus lisible qu'auparavant en rend la lecture attrayante. Autre nouveauté : L'élargissement des thèmes abordés dans la revue à tous les problèmes concernant l'enseignement du FLE y compris par exemple au niveau de l'enseignement primaire et de l'alphabétisation.

Au sommaire de ce numéro de Février 90 nous relevons entre autres articles:

-«**Les outils de l'analyse syntaxique et les données du français parlé**» par Claire BLANCHE-BENVENISTE

-«**Aspects de la vie quotidienne au CLIN**» (Classe d'initiation pour primo arrivants ne parlant pas français) par Marc ZANONI.

LE TREFLE -8, Place St-Jean. 69005-LYON
Abonnement annuel:100F.

COURRIER F

La revue de didactique du FLE de la Société Belge des Professeurs de Français SBPF, présente dans son numéro d'Octobre 89 plusieurs articles de grand intérêt; parmi ceux-ci, relevons:

-**Activités dramaturgiques et relationnelles comme démarches innovatrices dans**

l'enseignement du français par Daniel FELDHENDLER qui avait au congrès de Thessalonique, présenté un sujet approchant devant nos congressistes.

-**Manuels, méthodes et médias** une vision historique de l'évolution méthodologique en FLE depuis 30 ans par A.BARRERA-VIDAL.

Nous avons également noté avec plaisir la part importante que la rédaction de cette revue a accordée à l'information concernant notre Fédération Internationale, sa composition, ses commissions régionales et leurs activités...

La SBPF a manifesté, entre autres, son intérêt pour la grande enquête que la FIPF a lancée auprès de tous ses membres il y a quelques mois déjà, sur une éventuelle simplification de l'orthographe. La Société Belge consulte en effet ses adhérents sur ce point et nous espérons avoir bientôt les résultats de cette intéressante enquête.

LENGUA E NUOVA DIDATTICA

La revue d'Août 1989 de cette association italienne publie plusieurs articles sur l'importance du multilinguisme dans la construction de la future communauté européenne et, dans cette optique, elle publie en particulier un article du Professeur Maurice Allais, prix Nobel d'économie, paru dans le journal *Le Monde* du 13 juillet 1989. L'économiste mondialement connu qu'est le Professeur Allais, y prône en effet, les bienfaits du multilinguisme, et nul ne saurait récuser le bien fondé de son argumentation.

Il est cependant regrettable que la revue *LEND* n'ait pas pensé à publier également l'article du même auteur paru dans *Le Monde* du 12 Juillet 89, donc immédiatement antérieur à l'article reproduit dans le présent numéro.

En effet, avant d'apparaître comme le promoteur du multilinguisme européen, le Professeur Allais apparaissait d'abord comme le fossoyeur de la langue française, ou plutôt d'une partie non négligeable de cette langue: la partie scientifique et technique.

Baissant les bras devant l'invasion anglophone, le professeur Allais se faisait l'apôtre de la publication scientifique exclusivement en langue anglaise, sans bien sûr s'étendre sur les conséquences qu'une telle attitude pouvait avoir sur l'enseignement supérieur et la recherche en France et dans les pays francophones dans les disciplines scientifiques.

«*Au total, disait Maurice Allais, à vouloir s'obstiner à défendre la langue française, on finit par empêcher la diffusion de la pensée française.*»

Qu'en pensent les professeurs de français ?

N.B: Le Secrétariat Général de la FIPF tient à la disposition des lecteurs qui en feront la demande, l'article de Maurice Allais en date du 12 Juillet 89.

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE N° 230

Ce magazine est à lire comme d'habitude, pour la richesse de son magazine sur le théâtre, le cinéma, la musique, la littérature, etc.

Il est à lire pour découvrir l'entretien que Bernard AUBERT, responsable de la coopération linguistique et éducative au Ministère des Affaires Étrangères, a accordé à Jacques PECHEUR, sur la description du nouveau paysage de la politique linguistique de la France.

Il est à lire également pour un court article signé de Mylène GARRIGUES, professeur au CIEP de Sèvres, sur la «Production de récits arborescents informatisés».

Pour ceux qui disposent, dans leur établissement d'enseignement, d'un ordinateur, il est possible d'utiliser ce logiciel nouveau appelé «Multiscénario» aussi bien en FLM qu'en FLE, pour stimuler la production écrite, tout en obligeant l'élève à une rigueur constante dans l'organisation de sa démarche créatrice.

DIAGONALES N° 13

On retiendra de ce supplément au numéro 230 du Français dans le Monde, l'important dossier préparé par Gérard VIGNER sur «Les sciences en français», en particulier bien sûr, dans le contexte de l'enseignement africain où le français langue seconde est langue de scolarisation et, en principe, langue d'accès à la connaissance scientifique.

Ce numéro de DIAGONALES était distribué aux participants au colloque de la Villette «Quelles langues pour la Sciences?» (cf. notre éditorial sous ce titre !), et on y trouve également un fort intéressant entretien avec le Professeur Paul Germain, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, intitulé: «Publier en anglais ou périr?».

Dans cet entretien, Paul Germain reconnaît que si l'utilisation de l'anglais comme moyen de communication scientifique tant à l'écrit qu'à l'oral facilite la rapidité et l'efficacité de la transmission des connaissances scientifiques, il n'en admet pas moins qu'il est regrettable que les chercheurs francophones ne soient pas davantage capables de mettre à la disposition de leurs étudiants, des manuels d'apprentissage en français. Il y a là un danger véritable pour la langue que de nombreux linguistes ne cessent de dénoncer, car la langue ne pourra manquer de s'appauvrir à ne plus être mise en demeure d'énoncer un certain nombre de concepts nouveaux, et il est par ailleurs évident que nombre d'étudiants scientifiques africains se refuseront un jour à continuer à apprendre une langue française qui ne leur sera plus d'aucune utilité dans leur formation. D'ailleurs ce processus du refus de l'enseignement en français commence déjà à se faire

sentir, en Tunisie par exemple ...

FRANÇAIS 2000

Le numéro de Septembre 1989 de la Société Belge des Professeurs de Français, SBPF, publie un important et intéressant dossier sur la littérature de jeunesse.

La parole est donnée successivement aux auteurs, aux éditeurs, aux parents, et, chose assez rare pour qu'elle soit soulignée, aux élèves.

Le problème soulevé est bien connu, et l'élève moyen connaît en Belgique comme en France et dans bien d'autres pays hélas, cette désaffection, ce désintérêt pour la chose écrite qui caractérisent notre époque audio-visuelle. Comment doit donc opérer le professeur de français confronté à ce difficile problème? Il faut donner à l'élève le goût de la lecture car cette opération est encore indispensable, même à notre époque, dans le monde du travail quotidien en particulier, et pourtant une trop grande majorité d'élèves considère cette activité comme un ennuyeux penum. Presque tous reconnaissent en effet «ne pas avoir le temps de lire» alors qu'ils ont parfaitement le temps de regarder films et cassettes-vidéo. Au mieux acceptent-ils de s'adonner à la lecture comme moyen d'apprentissage, mais en aucun cas ils ne voient encore dans la lecture un moyen de distraction, un passe-temps, voire un amusement. Le choix des textes qui leur sont présentés en classe est bien souvent remis en question, et les livres du programme sont souvent considérés comme étant trop «ennuyeux», «dépassés», «sans intérêt». Dans le même temps cependant, les enseignants se défendent d'imposer sans concertation préalable les livres retenus; ils prétendent au contraire qu'en règle générale, les livres étudiés sont choisis par les élèves eux-mêmes après discussions et débats.

Peut-être y a-t-il un moyen de mettre tout le monde d'accord, et il semble qu'un certain nombre d'expériences ont ainsi été menées avec succès: Celles qui consistent pour le professeur, à proposer un éventail de titres, chacun d'entre eux étant suivi d'une courte introduction à l'auteur, à son roman, à son style,... Ceci permet à l'élève de se déterminer avec plus de facilité, et de garantir avec plus de certitude, que l'intérêt, la motivation, seront au rendez-vous.

LES DEBUTS DE ROMANS

par Jean Verrier. Coll. Parcours de lecture, Bertrand-Lacoste, Paris, 1988.

Ce petit ouvrage vise d'abord à rendre le lecteur conscient du paratexte (tout ce qui entoure le texte romanesque proprement dit) et ensuite à l'amener à s'interroger sur la façon dont il construit du sens à partir d'un début de roman.

L'auteur étudie les éléments du paratexte : éditeur, collection, format, couverture, titre dédicace, épigraphe, préface. Puis il analyse la question du temps, la question du lieu et la question de la personne dans les débuts de romans. La troisième partie du livre est consacré à l'histoire des débuts de romans, de Tristan et Iseut à Claude Simon. Une bonne trentaine d'oeuvres sont examinées.

Tout au long de l'ouvrage, Jean Verrier fait part des «prolongements», appel à la curiosité et aux recherches de son lecteur. Un livre original, pratique et utile, à la portée des grands élèves, mais qui ne dépare pas la bibliothèque du professeur.

LE FRANCAIS AUJOURD'HUI.

«La Nouvelle».

septembre 89, 55 Francs.

Le numéro 87 du Français Aujourd'hui est entièrement consacré à la nouvelle, un type de texte souvent négligé par les manuels et les professeurs de littérature en France, alors qu'il y est en pleine expansion, et qu'il est un mode d'expression largement utilisé dans les littératures francophones ou étrangères. Une première partie du numéro, «L'Art du bref», rappelle l'évolution historique de la nouvelle française (R. Godenne), les conséquences de son passage de l'oral à l'écrit (M.-M. Fragonard), la diversité des critères qui tentent actuellement d'en spécifier le genre (D. Grojnovski). Une seconde partie, «Nouvelles de classe», rassemble des pratiques de lecture ou d'écriture de nouvelles dans des classes variées, par exemple autour d'auteurs contemporains au Festival de la Nouvelle de Saint-Quentin. Enfin, la dernière partie, «Nouvelles de France et d'ailleurs», incite à découvrir la tradition du conte latino-américain, l'évolution de la nouvelle en Italie, les nouvellistes contemporains des U.S.A., et propose quatre entretiens avec des nouvellistes français d'aujourd'hui. S'y ajoute la présentation des cinq revues trimestrielles qui, en France, se vouent exclusivement aux nouvelles.

«Le Français Aujourd'hui» - AFEF - 19, rue des martyrs - 75009 PARIS.

Dans sa collection Sequences (Didier Hatier, 1989), Olivier Dezutter et Thierry Hulhoven nous proposent deux livrets consacrés à la nouvelle. L'un, de textes pour la classe de français (seize nouvelles et deux textes de référence) et l'autre sous-titré «vade-mecum du professeur de français».

Dans ce dernier, en quatre-vingts pages très denses, les auteurs procèdent à trois opérations : d'abord, la présentation de ce «genre-phénix, la nouvelle, dans ses diverses dimensions ; ensuite, la suggestion de «parcours et exercices sur la nouvelle» (une mine d'exploitation très riche et très variée); enfin, la proposition d'utilisations didacti-

ques des nouvelles contenues dans le volume de textes. Cette partie nous offre aussi une multitude de pistes de travail. L'ouvrage se termine par une bibliographie complète qui englobe aussi bien les livres que les articles de revue qui traitent de la nouvelle sans oublier les oeuvres de fiction, les périodiques, les anthologies, les manuels et les cassettes qui contiennent des nouvelles. Le fait est trop rare pour ne pas être signalé.

Un tel ouvrage, à la fois synthèse et analyse, mérite nos éloges tant pour sa qualité que pour sa concision et sa clarté.

LE FRANCAIS AUJOURD'HUI :

«Les couleurs, le langage et les sons...»

Décembre 1989 - 55 F.

Quelles relations l'enseignement du français entretient-il avec les enseignements artistiques - du moins ceux qui figurent dans le cursus obligatoire français, c'est à dire les arts plastiques et la musique ? C'est la question que pose le N° 88 (décembre 1989) du Français Aujourd'hui, la revue de l'A.F.E.F. Ce numéro, intitulé «Les couleurs, le langage et les sons» évoque l'histoire des relations entre les trois enseignements, leurs aspects institutionnels, les derniers textes des ministères de l'Education nationale et de la Culture ; mais aussi, en amont, le problème sémiologique des rapports entre les trois langages, celui de la spécificité et/ou de communauté de leurs fondements et de leur approche. Et, en aval, des exemples concrets de réalisations interdisciplinaires dans les classes, ou aux marges de la classe, en liaison avec les musées et autres lieux de culture.

Dans un monde ultra-technicisé, il n'est sans doute pas inutile de réfléchir à la part que nos enseignants font aux imaginaires et à leur pouvoir créatif ; pas inutile non plus de mesurer, avec un optimisme lucide, les possibilités et les limites de l'interdisciplinarité.

L'IDENTITE CULTURELLE dans les littératures de la langues française.

Actes du colloques de Pécs : 24-28 avril 1989
publiés par l'Agence de Coopération Culturelle
et Technique - Paris, et les Presse de l'Université de Pécs.

La quête de l'identité communautaire est à l'ordre du jour. Est-ce un paradoxe ou une réaction logique à l'omniprésence contemporaine des mé-

dias, de l'informatique secondée d'un certain ou plutôt de certains impérialismes culturels qui tendent à gommer les différences et à imposer un uniformisme facilement manipulable ? Est-ce une réponse à la crise de la langue que d'aucuns disent corollaire de la crise globale du monde actuel ? Est-ce une tentative de solution aux problèmes de démocratisation et de décentralisation par la revendication de la diversité des usages et des normes ? Est-ce une forme de protestation pacifique contre la volonté plus ou moins délibérée d'assimilation de tel ou tel pouvoir politique ?

Ce colloque sur la manifestation de l'identité culturelle dans les littératures de langue française

n'avait pas à trancher directement ces questions. Néanmoins, il fallait se rendre compte durant toute cette rencontre d'universitaires et d'hommes de lettres qu'elles préoccupaient d'une manière ou d'une autre chacun des participants. Les communications rappellent les causes et les dimensions historiques de cette quête, ainsi que les conséquences qui en ont découlé et sont en quelque sorte visibles dans la production littéraire francophone d'époques différentes.

Vente et diffusion : Université de Pécs - Département de français

7624 Pécs, Ifjúság u. 6. - Hongrie (Tél.: (36) (72) 27-045)

Prix unitaire : 160 FF.

CONGRES, COLLOQUES ET SEMINAIRES

IV^{ème} RENCONTRE INTERNATIONALE «LANGUES ET CITE»

Le CMIEB, Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue, annonce l'organisation pour le printemps de 1991, de cette IV^{ème} rencontre qui aura lieu à Besançon et aura pour titre:

«Les langues, l'Europe, l'école et la cité : confrontation d'expériences.»

Les objectifs en sont les suivants :

«Réunir des données concrètes apportées par des enseignants des chercheurs et des représentants des collectivités locales chez les différents partenaires de la communauté des douze, dans des situations linguistiques, sociales et culturelles variées.»

Les thèmes prévus pour l'instant sont les suivants:

- Finalités et évaluation,
- Continuité des apprentissages à travers le cursus scolaire,
- Formation des maîtres,
- Les langues, l'Europe et les collectivités locales.

Pour tous renseignements,

CMIEB, 3 rue Promis, 11100 AOSTE (Italie)

CMIEB, c/o FMVJ, 22 rue d'Alsace, 92300 Levallois-Perret (France).

CONGRES DE L'APFUCC

L'Association des Professeurs de Français des Universités et Collèges Canadiens annonce la tenue de son prochain congrès du 24 au 26 Mai 1990 à l'université de Victoria, Colombie Britannique, et invite les participants à proposer sans plus atten-

dre, leurs communications.

Parmi les ateliers prévus, nous remarquons celui que se propose d'animer le professeur René LABONTE sur la **simplification de l'orthographe du français**. Nous espérons avoir des échos de cet atelier en complément de la grande enquête sur ce sujet que la fédération a lancée en Octobre dernier auprès de toutes ses associations membres. Nous espérons, rappelons-le, le retour des questionnaires envoyés, pour la fin Avril 1990.

LES NOUVELLES FORMES de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE en EDUCATION, au REGARD d'une EUROPE en DEVENIR.

Thème principal du colloque international organisé à Alençon (France) du 24 au 26 mai 1990 par l'AIPELF/AFIRSE.

Les trois principaux sous-thèmes seront :

- Approches scientifiques des pratiques sociales liées aux situations interculturelles.

Responsable : J. Ardoin

- Education et culture : l'anthropologie d'une mosaïque culturelle à l'unité européenne.

Responsable : G. Mialaret

- L'Education et la construction européenne.

Responsable : G. Berger

Renseignements :

G. Mialaret/AIPELF

Département des Sciences de l'Education

Université F-14032 CAEN-Cedex

LE FRANÇAIS ET L'EUROPE de l'EST

L'Université Stendhal (Grenoble III) a organisé du 31 janvier au 2 février un colloque qui, de banal colloque universitaire, s'est transformé en grande première.

Il réunissait en effet pour la première fois, des universitaires d'Union Soviétique, Pologne, R.D.A., Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie et Yougoslavie. Seule la Roumanie était absente, non parce qu'elle ne faisait pas partie du groupe des langues slaves, mais parce que dans le milieu des événements qui ont très récemment traversé le pays, il n'avait pas été possible d'obtenir les participations espérées.

Le colloque était, bien sûr, universitaire et les participants enseignants et chercheurs de haut niveau se sont exprimés sur des sujets très «pointus», de la phonétique comparative à la littérature comparée et à bien d'autres sujets hautement spécialisés dont le contenu sera publié dans les actes du colloque avant la fin du mois de juin prochain.

Mais en parallèle, nombre d'interventions portaient sur des problèmes de politique linguistique et culturelle entre la France et les différents pays de l'Est : La situation des lecteurs français et leur rôle, la place du français dans les pays ou dans les universités, ...)

C'est dans ce contexte que Jean Souillat, représentant la FIPF, a exposé la situation des associations de ces pays membres de la Fédération, en essayant d'envisager les perspectives d'avenir pour de futures associations; Serge Briand, représentant le Haut Conseil de la Francophonie, a également présenté la dimension francophone dans l'enseignement du français.

De toute évidence cependant, c'est dans les rencontres de couloirs que résidait le grand intérêt de ce colloque. En effet, il est vite apparu que ce que les participants ont le plus apprécié, c'est la chance de pouvoir faire connaissance, communiquer librement, en dehors de tout cadre institutionnel et, libéralisme aidant, de pouvoir commencer à élaborer des projets sur des sujets d'intérêt commun.

Lorsque le projet de ce colloque est né dans l'esprit de ses organisateurs, responsables de l'Institut des langues slaves de l'Université Stendhal, ils étaient bien loin de se douter des événements qui allaient bouleverser l'Europe centrale et de l'Est dans les derniers mois de 1989, et donc du climat qui allait régner sur ce colloque, dans cette ambiance de nouvelles libertés et de nouvelles perspectives.

Au mois de novembre 1990 en principe, grâce à l'aide de la nouvelle association hongroise des professeurs de français, la FIPF réunira un colloque rassemblant non plus les chercheurs et universitaires, mais les représentants des associations enseignantes, ainsi que ses correspondants habituels, afin de réfléchir aux nouveaux problèmes de la vie

associative dans ces pays, afin d'organiser une collaboration précise avec les autres associations et tout particulièrement avec celles de notre Commission de l'Europe de l'Ouest, et enfin de réunir toutes ces associations dans une structure qu'ils détermineront soit comme une Commission pour l'Europe central et de l'Est, soit comme une sous-commission européenne à caractéristiques propres.

IXe CONGRES MONDIAL de LINGUISTIQUE APPLIQUEE

L'association internationale de linguistique appliquée (AILA) annonce la tenue de son IXe congrès mondial du 15 au 21 avril 1990.

Le thème général en sera :

«Linguistique appliquée, compréhension internationale et Education pour la Paix».

Le congrès aura lieu en Chalcidique, merveilleuse province de la Grèce du Nord-Est, à Cassandra, à 80 kms de Thessalonique.

Les inscriptions sont possibles jusqu'au début du congrès.

Pour tous renseignements :

Professeur Stathis Efstathiadis

AILA 1990 - Thessaloniki-Halkidiki

Université Aristote - Boite postale 52 - GR-54006 Thessaloniki

LA FAMILLE ET LE BILINGUISME

Ce colloque international a été organisé du 14 au 16 mars au CIEP de Sèvres par la Fédération Internationale pour l'Education des Parents, 1, avenue Léon Journault- 92311 Sèvres.

Au programme :

-La famille et le bilinguisme :

Madame Andrée TABOURET-KELLER

-Etude de cas en Casamance :

Madame Gisèle DUCOS

-Mélanges ou usages alternés de deux langues dans les familles bilingues : Madame Christine de HEREDIA-DESPREZ

-Langue de la famille et langue de l'école :

Monsieur Frédéric FRANCOIS

-Le passage de l'oral à l'écrit d'enfants bilingues : Madame Geneviève VERMES

-Bilinguisme dans les familles immigrées grecques dans 3 pays de l'Europe occidentale : France, Belgique, R.F.A.

Mademoiselle Alexandra ANDROUSSOU

-Bilinguisme et non-bilinguisme

Madame Gabrielle VARRO

-Les rapports sociaux et le bilinguisme des enfants de migrants en Suisse :

Madame Micheline REY

LES XIV^{èmes} JOURNEES PEDAGOGIQUES SUR L'ENSEIGNEMENT du FRANCAIS en ESPAGNE

se sont déroulées les 7, 8 et 9 mars 1990 à BARCELONE, dans les locaux de l'Ecole officielle des langues. Avgda. Drassanes - 08001 BARCELONA.

Ces journées ont été organisées par l'Institut des Sciences de l'Education de l'Université autonome de BARCELONE, avec la collaboration du département de français de cette même université, de l'Ecole officielle des langues et du Bureau d'Action linguistique de Barcelone.

Elles ont réuni comme chaque année, 500 acteurs de l'enseignement du français en Espagne, professeurs des écoles primaires, secondaires, de la formation continue, des universités, formateurs et cadres administratifs des Ministères de l'Education des Communautés autonomes ou du Ministère espagnol de l'Education et des Sciences, étudiants, chercheurs etc...

Ces journées s'articulaient en 4 temps :

I. LE TEMPS de la REFLEXION THEORIQUE

Conférences et communications prononcées par des spécialistes français, espagnols ou étrangers de didactique ou de sciences connexes.

II. LE TEMPS DES ECHANGES

Ateliers et tables rondes animés par des chercheurs, des formateurs des professeurs, ayant effectué et conceptualisé des expériences dans le domaine de la didactique du français langue étrangère.

III. LE TEMPS DE L'INFORMATION PRATIQUE

Les ateliers ou tables rondes d'information pratique sont proposés chaque année par des partenaires oeuvrant dans le champ de la didactique des langues (présentation de matériel multimédia, éditorial ou journalistique, ou encore de séjours linguistiques ou pédagogiques, d'associations, de formations etc...)

IV. LE TEMPS CULTUREL

Conférences culturelles (cette année, conférences d'un sémioticien français et d'un écrivain francophone)

Concerts

Films français

CONGRES de l'AATF :

L'Association Américaine des Professeurs de Français, annonce la tenue de son 63^e congrès annuel du 2 au 5 juillet 1990 à l'Hôtel Sheraton de la Nouvelle-Orléans.

Le thème principal en sera :

«Culture et Enseignement du français»

Une importance toute particulière sera donnée à

la réflexion sur l'expérience Louisianaise d'enseignement du français.

Les propositions d'intervention devraient parvenir avant le 15 avril à : Stirling Haig, président de l'AATF

Département of romance languages

University of North Carolina - Chapel Hill -NC
27599-3170

Dernières réservations à la date limite du 1^{er} juin 1990

COLLOQUE INTERNATIONAL : «Les coopérations internationales en éducation, nouveaux contextes, nouvelles perspectives», 17-19 mai.

Organisé par l'Association Francophone d'Education Comparée (AFEC).

Lieu : CIEP, 1 avenue Léon Journault, 92310 Sèvres. Renseignements: AFEC, 1 avenue Léon Journault, 92310 Sèvres.

CONGRES MONDIAL DE LA FIT

La Fédération internationale des traducteurs (FIT) procède actuellement aux derniers préparatifs de son XII^e congrès mondial qui aura lieu à Belgrade, en Yougoslavie, au mois d'août prochain. La FIT tient un congrès mondial tous les trois ans, fournissant ainsi aux traducteurs, aux interprètes et aux terminologues une occasion unique de se rencontrer et de discuter de leurs toutes dernières méthodes, techniques et théories, ainsi que des nouveaux problèmes qui se posent en matière de déontologie.

Entre les congrès mondiaux, les associations membres de la FIT sont très actives sur le plan national. En outre, la FIT tient des activités régionales. Ainsi, des tables rondes organisées récemment à Tanger et à Dar-es-Salaam ont largement contribué à l'avancement de la traduction dans le monde arabe et en Afrique. Par ailleurs, le Centre régional nord-américain de la FIT, qui regroupe les associations de traducteurs du Canada, des Etats-Unis et du Mexique, a tenu un congrès fort réussi à Washington (D.C.) l'automne dernier.

Les inscriptions au XII^e congrès annuel de la FIT doivent être adressées par écrit au : Secrétariat du Congrès FIT, Kicevska 9, 11000 Belgrade, Yougoslavie. Droit d'inscription : avant le 1^{er} mai 1990 : 200 \$ US, après cette date ; 250 \$ US.

CALENDRIER FIT

Du 24 au 27 avril 1990 : Réunion du Bureau de la FIT, Londres, Angleterre.

Du 2 au 4 août 1990 : XII^e congrès mondial de la FIT, congrès statutaire, Belgrade, Yougoslavie.

Du 6 au 9 août 1990 : XII^e congrès mondial de la FIT, congrès ouvert, Belgrade, Yougoslavie.

JOURNÉES PÉDAGOGIQUES

DE LA F.I.P.F

CIEP DE SEVRES
28 & 29 juin 1990

OBJECTIF

Consultation des professeurs de français en vue du choix, par le Bureau International de la FIPF, du thème général et des sous-thèmes du 8ème congrès mondial (Lausanne 1992)

PROGRAMME PREVISIONNEL

Judi 28 juin:

- 10.00h: Accueil des participants par le Président de la FIPF.
- 10.15h: Exposés et discussions:
"Le français dans un monde multilingue"
- 13.00h: Déjeuner au CIEP.
- 15.00h: Le Comité Thématique du VIIIème Congrès de la FIPF.
- 15.45h: Le tour du monde des professeurs de français:

Un enseignant de chacun des pays présents exposera en quelques mots la question qui préoccupe le plus les professeurs de français de son pays en 1990, en essayant d'en tirer des recommandations de thèmes possibles pour le VIIIème congrès mondial de la FIPF.

Vendredi 29 juin:

- 09.00h: Projets de recherches et projets thématiques des commissions de la FIPF.
- 10.00h: Ateliers sous la direction de membres du Bureau de la FIPF:
Les professeurs de français face
 - au multilinguisme,
 - à la simplification de l'orthographe,
 - à la situation du français dans leurs pays,...
- 12.30h: Regroupement et clôture des travaux.

RENSEIGNEMENTS: Secrétariat Général de la FIPF,
1 avenue Léon Journault- F- 92311 SEVRES-CEDEX

REUNION DU BUREAU INTERNATIONAL DE LA FIPF

Le Bureau International de la FIPF se réunira au CIEP de SEVRES le Mercredi 27 juin à 09.00h et le Vendredi 29 juin à 14.30h. Les membres du Bureau recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour de cette réunion.

CONGRES APFA IV: RAPPEL: Aucune prise en charge ne sera envisagée si le Secrétariat Général de la FIPF n'a pas reçu avant le 30 Avril, l'intervention complète correspondante.